

Le 14/09/2021

**RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE
D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES
POUR UN PACTE FINANCIER ET FISCAL**

Par la voie du processus de révision libre des attributions de compensation (AC), il est organisé la suppression de la composante Ordures Ménagères des AC, le transfert des parts fiscales dans la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) et la mise aux normes obligatoires de la DSC selon les termes et modalités fixés par l'article L.5211-28-4 du CGCT



La liste des participants et leurs émargements, lors de ces deux CLECT, est proposée en *annexe 1* et *annexe 2*.



1- Introduction de la CLECT

Désignation du Président et du Vice-Président :

Monsieur Alain Nicolazo désigné Président de la CLECT

Monsieur Armel Tonnerre désigné Vice-Président de la CLECT

Conformément à l'article Article 1609 nonies C 1 bis V du CGI qui prévoit la procédure dite de révision libre du montant de l'AC, il doit être visé le dernier rapport remis par la CLECT lors du dernier transfert de charge. Pour l'EPCI, il s'agit du rapport relatif à l'évaluation des charges consécutive au transfert de la compétence Eaux Pluviales Urbaines à Lorient Agglomération, le 14 mars 2018.

2- Présentation du dispositif actuel des AC et DSC pour Lorient Agglomération

a/ Rappel de la composition des AC pour le territoire

Il est rappelé que lors du passage en fiscalité professionnelle unique, chaque commune a reçu une attribution de compensation égale à la différence entre le produit de taxe professionnelle communal transféré à l'EPCI et le produit des impôts ménages communautaires transférés aux communes. Ceci est la composante dite « fiscale » de l'attribution de compensation.

Par ailleurs, en régime de fiscalité professionnelle unique chaque transfert de compétences donne lieu à correction des attributions de compensation à hauteur du montant net des charges transférées. Ceci est la composante dite « charge » de l'attribution de compensation dont font parties les charges relatives aux ordures ménagères.

En effet, lors du transfert de la compétence Ordures ménagères en 2002, le choix de la communauté a été de maintenir les modalités de financement constatées sur toutes les communes.

Malgré l'harmonisation du financement des ordures ménagères par la mise en œuvre d'une taxe d'enlèvement des ordures ménagères communautaire (TEOM) sur le territoire, ce dispositif n'a pas été remis en cause alors qu'il n'a plus lieu d'être.

Il est proposé, pour la mise en œuvre d'un Pacte financier et fiscal, de faire évoluer la composition et le montant des attributions de compensation. Il serait ainsi procédé à la suppression de la « composante ordures ménagères » pour les communes concernées, et à la bascule des « composantes fiscales » de l'actuelle Dotation de Solidarité Communautaire de l'ex communauté d'agglomération du Pays de Lorient vers les attributions de compensation.

Ce dispositif, qui date de 2002, n'est plus légitime dans une agglomération au périmètre élargi depuis la fusion en 2014 entre l'agglomération de Lorient et la communauté de communes de Plouay et dont le mode de financement de la TEOM est unifié.

b/ Rappel de la composition de la DSC pour le territoire et des obligations réglementaires de Lorient Agglomération

Rappel sur les actuels DSC

Les montants relatifs de DSC par habitant des communes de l'ex CA du Pays de Lorient et de l'ex CC de Plouay sont différents. L'absence de pondération par la population des critères utilisés pour répartir la DSC des communes de l'ex CC de Plouay les rendent inopérants (en particulier les critères « potentiel fiscal par habitant », « densité », « éloignement de Plouay »), ce qui revient finalement à répartir la DSC de manière inversement proportionnelle à la taille de la commune (plus la commune est petite, plus le montant de DSC par habitant est élevé).

La DSC des communes de l'ex CA du Pays de Lorient ne s'appuie sur aucun critère de charges ou de ressources. Elle est intégralement constituée de dotations à vocation compensatrice : garantie de ressources antérieures (pour Inzinzac-Lochrist et Caudan) ou actualisation de la composante fiscale des AC (opérée les 2 premières années en TPU).

Rappel des contraintes réglementaires qui s'imposent à l'EPCI

La loi de finances pour 2020 (article 256) a transféré les dispositions relatives à la DSC de l'article 1609 nonies C du CGI à l'article L.5211-28-4 du CGCT. Les modalités de répartition de la DSC ont été redéfinies. Cette répartition doit désormais s'opérer selon des critères qui tiennent compte majoritairement :

1° De l'écart de revenu par habitant de la commune par rapport au revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale [...];

2° De l'insuffisance du potentiel financier ou du potentiel fiscal par habitant de la commune au regard du potentiel financier ou du potentiel fiscal moyen par habitant sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale [...].

Ces deux critères sont pondérés de la part de la population communale dans la population totale de l'établissement public de coopération intercommunale [...]. Ils doivent justifier au moins 35 % de la répartition du montant total de la dotation de solidarité communautaire entre les communes. Des critères complémentaires peuvent être choisis par le conseil communautaire. »

Le Préfet du Morbihan a invité l'EPCI à refondre les critères de répartition de la DSC afin que ceux-ci respectent les exigences légales.

Pour l'année 2021, considérée comme une phase transitoire, la reconduction des montants de DSC versés en 2020 a été autorisée, par délibération du Conseil Communautaire prise à la majorité des deux tiers (cf. VI de l'article 256 de la LF 220 et article 3 de la délibération en date du 23 mars 2021)

La Communauté doit se mettre en conformité avec la loi pour 2022.

Présentation des critères et du positionnement des communes au regard de ces principaux critères de richesse et de charge

Sont présentés les principaux critères utilisés en matière de répartition de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF). Ces critères pourraient être les critères correspondants à la refonte de la DSC.

Cette première partie fait l'objet d'une série d'échanges avec les membres de la CLECT.

c/ Présentation des scénarios de simulation de la DSC, des AC et des méthodes de calcul de ces simulations

Scénario de base : Méthode de calcul et résultats d'attribution en découlant

Ce scénario consiste en un transfert dans l'AC des 1ère et 3ème parts de l'actuelle DSC des communes de l'ex-CA du Pays de Lorient, toutes deux assimilables à une actualisation de l'AC fiscale visant à neutraliser les transferts de fiscalité opérés à l'occasion du passage en TPU (compensation REI, compensation des fins d'exonérations et compensation de la croissance du produit de TP pendant les 2 premières années en TPU), **soit une majoration des AC de 2 111 K€** ; Par ailleurs, il vise la suppression des composantes « ordures ménagères » des AC, qui n'a plus lieu d'être depuis la mise en œuvre d'une TEOM communautaire unifiée (seule la commune de Caudan n'est pas concernée par l'unification des taux de TEOM), **soit une minoration des AC de 955 K€** ; Ce scénario prend en compte de la situation particulière des communes de l'ex-CC de Plouay, dont le niveau global de DSC de 500 K€ (soit en moyenne 35 €/hbt) est très supérieur à celui en vigueur sur les communes de Lorient Agglomération, mais pour lesquelles la fusion s'est traduite par une réduction des dotations de l'Etat (DGF)

L'institution d'une DSC réformée respectant les nouvelles contraintes légales : les critères [potentiel fiscal ou financier par habitant] et [revenu par habitant] « doivent justifier au moins 35 % de la répartition du montant total de la DSC ».

La simulation de la DSC dont les résultats sont présentés ci-dessous repose sur les principes et hypothèses suivants :

- Une répartition de la DSC « spontanée » (avant dispositifs de garantie et d'écêtement) basée sur les critères potentiel fiscal par habitant (10%), revenu par habitant (30%), logement social (30%) et kilomètres de voirie (30 %) ;
- Une enveloppe de DSC visant à compenser les pertes de DSR et DNP des communes de l'ex CC de Plouay (basée sur le constat des variations de recettes entre 2014 et 2021) pour un montant global de 332 K€ ;
- Une enveloppe affectée à la DSC « spontanée », répartie en fonction des critères pour **1 232 K€**.

Ce scénario est dénommé de base car financièrement neutre pour l'EPCI.

La DSC spontanée est présentée, hors mécanismes de garantie et d'écêtement, avec les seuls critères légaux que sont le potentiel fiscal et le **revenu par habitant**. A eux deux 40 %, soit au-dessus des 35 % légaux. Ensuite, sont proposés **des critères dits « discriminants »**, pour les grandes communes (logement social) pour les petites (voiries). Par ailleurs, est traitée la perte de DGF de l'ex communauté de communes de Plouay afin de compenser la perte de DNP de l'ex communauté de Plouay.

Cette situation met en lumière des gagnants et des perdants.

Scénario de base complété d'un dispositif de garantie : Méthode de calcul et résultats d'attribution en découlant

Le scénario de base est ainsi complété des éléments suivants :

- Un dispositif de garantie visant à limiter les pertes de ressources des communes par rapport au montant cumulé AC+DSC. Par hypothèse, ce dispositif évite toute perte de ressources la 1ère année, mais également les années suivantes (à périmètre d'AC constant) ;
- Un dispositif de plafonnement des gains sur le montant cumulé AC+DSC, exprimé en € par habitant (population DGF). Afin d'envisager une évolution des montants de DSC perçus par les communes concernées, ce plafonnement évolue dans le temps. Le plafonnement des gains s'élève, par hypothèse, à +2,0€ par habitant la 1ère année, puis augmente de +0,5 € par habitant chaque année
- Une DSC plancher (limitant le dispositif de plafonnement des gains) fixée par hypothèse à 5€ par habitant ;
- Une enveloppe affectée à la DSC spontanée dont le montant est fixé par hypothèse à 2,0 M€ la 1ère année, puis augmente de 100 K€ par an ;

Sur la base des critères de calcul de 2020, ces hypothèses conduisent à verser une DSC totale (y compris les mécanismes de garantie et d'écêtement) de 2 142 K€ la 1ère année, 2 216 K€ la 2ème année et 2 291 K€ la 3ème année, ce qui représente une charge supplémentaire pour la Communauté par rapport aux montants actuels d'AC et de DSC de +578 K€ la 1ère année, +652 K€ la 2ème année et +727 K€ la 3ème année.

Dans l'objectif d'opérer une rupture moins brutale, au même titre que l'Etat le fait lors de ces réformes, le premier scénario présenté est complété d'un dispositif de garantie, qui limite les pertes de ressources. En effet, le choix du groupe de travail est de garantir une non-perte. Toutefois, les gains sont limités via un plafond. Par ailleurs, est inclus un plancher de DSC, de façon à ce que les communes excessivement gagnantes aient un gain limité à 5 euros par habitant. Ce mécanisme très protecteur, est budgétairement supporté par la communauté.

Le manque à gagner sur la DSC nouvelle formule est garanti. Dès lors, pour toutes les communes, il y a soit une garantie, soit un gain.

Ce système légitime le caractère péréquateur.

Ce système modifie significativement les AC. Or, l'attribution de compensation intervient dans le potentiel fiscal donc les dotations donc la DGF. Sur la base des données 2020, a été tentée une estimation les conséquences sur les DGF des communes de ce transfert d'AC.

Le fait que l'on corrige les AC à un effet sur le CIF et *in fine* la DGF perçue par Lorient Agglomération à hauteur de 40 K€. Les modifications des AC impactent en conséquence l'EPCI qui perd une fraction de DGF.

Cette seconde partie de la présentation fait l'objet d'une série d'échanges avec les membres de la CLECT.

A la clôture de la séance du 7 septembre, les questions complémentaires des membres de la CLECT soumises par mails à la suite de cette réunion ont fait l'objet de réponses et de temps d'échanges, lors de la séance du 14 septembre 2021.

3 - Conclusions de la CLECT

A l'issue de ces échanges, les membres présents (*cf. annexe 1 et annexe 2*) sont invités à se prononcer sur le scénario de base complété d'un dispositif de garantie tel que présenté en page 31 du document étudié et sur lesquels les communes membres ont pu débattre (*cf. annexe 3*).

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le **18 DEC. 2021**

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE

Reçu en préfecture le 20/10/2021

Affiché le

ID : 056-200042174-20211013-DEL_20212506IS-DE

4 - Vote de la CLECT

Il est préconisé par le Président de la CLECT de respecter un calendrier en votant avant le 31 décembre 2021, ceci dans l'objectif de bien identifier le montant de la DSC à repartir, une fois le vote des communes intéressées effectué en matière d'AC.

A l'aune des documents étudiés et des conclusions proposées, les membres de la CLECT présents le 14 septembre sont invités à se prononcer afin de donner leur avis sur la présentation des conclusions de cette CLECT au Conseil communautaire du 12 octobre 2021.

Il n'y a pas de vote contre.

Deux communes s'abstiennent : Port-Louis et Languidic

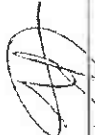
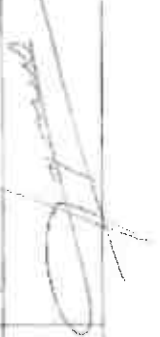
23 communes votent pour.

Aussi l'avis de la CLECT est acquis pour présenter le document au Conseil communautaire,

Il est rappelé par le Président que le vote du 14 septembre 2021 n'engage pas le vote de la commune, il s'agit juste d'un accord pour présenter le document en Conseil.

**COMMISSION D'EVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES
COMPETENCES EAU ET ASSAINISSEMENT**

Réunion du 7 septembre 2021 à 18H00

COMMUNES	MEMBRES TITULAIRES		MEMBRES SUPPLEANTS	
	NOM - PRENOM	SIGNATURE	NOM - PRENOM	SIGNATURE
BRANDERION	CARRIO Jean-Yves		PRADO Brigitte	
BUBRY	THOMAZO Roger		JULE Marie-Françoise	
CALAN	LE DOUSSAL Pascal		FIOLEAU Bernard	
CAUDAN	VELY Fabrice		ALLAIN Christophe	
CLEGUER	NICOLAZO Alain		LE DIAGON Bernard	
GAYRES	CARTON Christian		BERNON David	
GESTEL	DAGORNE Michel		MERRET Françoise	

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
 Reçu en préfecture le 29/10/2021
 Affiché le

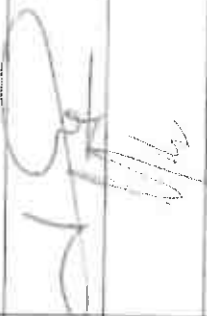
ID : 056-200042174-20211012-DEL_200125-01S-DE

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le **18 DEC. 2021**

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE

GROIX	YVON Dominique		LE MENACH Gilles	
GUIDEL	JACQUEMINOT Patrice		DEGRE Alain	
HENNEBONT	LOHEZIC Stéphane		LE LIBOUX Pascal	
INGUINIEL	BENOIT Gérard		LE MASLE Jean-Louis	
INZINZAC-LOCHRIST	NICOLAS Armelle		LE RAY Bertrand	
LANESTER	DAVID LE BLE Bernard Stanislas		LEGEAY Patrick	
LANGUIDIC	LE ROUX Anne		LE GAL Patrick	
LANVAUDAN	BEGHIN Dominique		SALAUN Nicole Nicole Guenard	
LARMOR-PLAGE	JOLIVET Philippe		JOUANJEAN Francis	
LOCMIQUELIC	TANGUY Didier		BERTHAULT Philippe	
LORIENT	TONNERRE Armel		LALLICAN Chantal	

Envoyé en préfecture le 20/10/2021

Reçu en préfecture le 20/10/2021

Affiché le

ID : 056-200042174-2021-1012-DEL_202125021S-DE

PLOEMEUR	QUERO-RUEN Patricia	MARTEVILLE Lilitane
PLOUAY	LE NAY Gwenn	KERVEADOU André
PONT-SCOFF	NEVANNEN Pierrick	DE CORSON Alain
PORT-LOUIS	MARTIN Daniel	MALPIECE Philippe
QUEVEN	BOUTRUCHE Marc	DUGUE Jean-Louis
QUISTINIC	LE GLUHER Yann	LE RUYET Davy
RIANTEC	BONHOMME Jean-Michel	PERRIN Nathalie

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

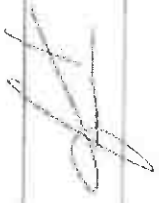
Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le 18 DEC. 2021

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE

COMMISSION D'EVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES

Réunion du 14 septembre 2021 à 18H00

COMMUNES	MEMBRES TITULAIRES		MEMBRES SUPPLEANTS	
	NOM - PRENOM	SIGNATURE	NOM - PRENOM	SIGNATURE
BRANDERION	CARRIO Jean-Yves		PRADO Brigitte	
BUBRY	THOMAZO Roger		JULE Marie-Françoise	
CALAN	LE DOUSSAL Pascal		FIOLEAU Bernard	
CAUDAN	VELY Fabrice		ALLAIN Christophe	
CLEGUER	NICOLAZO Alain		LE DIAGON Bernard	
GAVRES	CARTON Christian		BERNON David	
GESTEL	DAGORNE Michel		MERRET Françoise	

Envoyé en préfecture le 26/10/2021
Reçu en préfecture le 30/10/2021

Affiché le

ID : 055-00042174-20211012 DEL 20210508IS-DE

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le 18 DEC. 2021

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE

GROIX	YVON Dominique	LE MENACH Gilles
GUIDEL	JACQUEMINOT Patrice	DEGRE Alain
HENNEBONT	LOHEZIC Stéphane	LE LIBOUX Pascal
INGUINIEL	BENOIT Gérard	LE MASLE Jean-Louis
INZINZAC-LOCHRIST	NICOLAS Armelle	LE RAY Bertrand
LANESTER	LE BLE Bernard	LEGEAY Patrick
LANGUIDIC	LE ROUX Anne	LE GAL Patrick
LANVAUDAN	BEGHIN Dominique	SALAUN Nicole NICOL Christophe
LARMOR-PLAGE	JOLIVET Philippe	JOUANJEAN Francis
LOCMIQUELIC	TANGUY Didier	BERTHAULT Philippe
LORIENT	TONNERRE Armel	LALLICAN Chantal

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le

ID : 056-200042174-20211012-DEL_20212509IS-DE

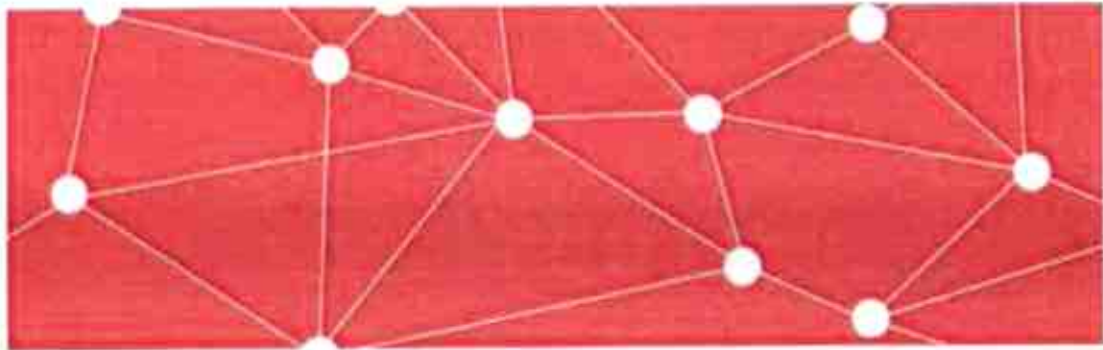
PLOEMEUR	QUERO-RUEN Patricia	MARTEVILLE Liliane
PLOUAY	LE NAY Gwenn	KERVEADOU André <i>Rio Fournel</i>
PONT-SCORFF	NEVANNEN Pierrick	DE CORSON Alain
PORT-LOUIS	MARTIN Daniel	MALPIECE Philippe
QUEVEN	BOUTRUCHE Marc	DUGUE Jean-Louis
QUISTINIC	LE GLUHER Yann	LE RUYET Davy
RIANTEC	BONHOMME Jean-Michel	PERRIN Nathalie

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le 18 DEC. 2021

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Rennes, le 07/09/2021

Lorient Agglomération

Pacte financier et fiscal – Refonte de la DSC

CLECT du 07/09/2021

Bernard Kerriguy

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 056-215601626-20211014-DEC_CLECT/BOBIS-DE



Envoyé en préfecture le 17/12/2021
Reçu en préfecture le 17/12/2021
Affiché le **18 DEC. 2021**
ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE

Document non transmissible à des tiers [Droits réservés]

SOCIÉTÉ D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES - www.ressources-consultants-finan
Siège : 16, rue de Perhoët - 35000 RENNES - Tel. 02 99 78 09 78 - rennes@ressources-consultants-finan
Direction Sud : 8 rue Jules de Ressaëguier - BP 60813 - 31008 TOULOUSE Cedex 6 - Tel. 05 62 47 47 20 - toulouse@ressources-consultants-finan
Antenne Paris : 55, rue Boissonade - 75014 PARIS - Tel. 01 40 64 83 40 - paris@ressources-consultants-finan
S.A. au capital de 517 680 Euros - N° SIRET 381 681 527 00085 - RCS RENNES 9



Envoyé en préfecture le 15/11/2021
Reçu en préfecture le 16/11/2021
Affiché le
ID : 056-202042134-20211012-FCL_202125075-DE

Composantes du Pacte financier et fiscal

Rappel des niveaux relatifs d'attribution de compensation (AC) et de dotation de solidarité communautaire (DSC)

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le **18 DEC. 2021**

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Rappel : origine et composantes des attributions de compensation (AC)

Les transferts de fiscalité opérés à l'occasion du passage en fiscalité professionnelle unique (ex taxe professionnelle unique), à savoir d'une part le transfert du produit de taxe professionnel des communes à l'EPCI et d'autre part le transfert des produits de taxe d'habitation et de taxes foncières intercommunales aux communes, ont été neutralisés sur la base des montants constatés l'année précédant le changement de régime fiscal. Chaque commune a reçu une attribution de compensation égale à la différence entre le produit de TP communal transféré à l'EPCI et le produit des impôts « ménages » communaux transférés aux communes. C'est la **composante « fiscale » de l'AC**.

Par ailleurs, en régime de fiscalité professionnelle unique, chaque transfert de compétences donne lieu à correction des AC, à hauteur du montant net des charges transférées, montant représentatif du coût moyen annuel des charges diminués des produits éventuels. C'est la **composante « charges » de l'AC**, qui comme la composante « fiscale », a pour objectif de préserver la neutralité des transferts entre EPCI et communes membres et de maintenir les équilibres budgétaires antérieurs. L'AC « charges » peut désormais être décomposée en une AC « fonctionnement » et une AC « investissement ».

Par conséquent, l'attribution de compensation joue un rôle de neutralisation financière des transferts de charges et de ressources opérés entre l'EPCI et les communes membres.

Pour Lorient Agglomération, les AC sont majoritairement composées de produits de fiscalité transférés, avec une composante « fiscale » de 10,3 M€. La partie des AC « fonctionnement » relatives aux charges transférées représente quant à elle un prélèvement net pour les communes de - 750 K€, dont -1 706 K€ de prélèvement lié aux transferts de compétences hors « ordures ménagères » (OM) et +955 K€ de reversement lié au transfert de la compétence OM. Par conséquent, en raisonnant en termes absolus, la composante « ordures ménagères » représente environ 36% des AC « charges ».

Lors du transfert de la compétence « ordures ménagères » en 2002, le choix de la Communauté a été de maintenir les modalités de financement constatées dans chaque commune (TEOM, REOM ou fiscalité 4 taxes), de manière à rendre le transfert de compétence indolore pour les contribuables/redevables. Les situations de surfinancement ou de sous-financement des TEOM/REOM ont donné lieu à des corrections d'AC, à la hausse (dans le premier cas) ou à la baisse (dans le second cas, à l'instar de Caudan qui finançait intégralement la compétence OM par la fiscalité communale 4 taxes).

Ce dispositif fonctionne tant que les différentes modalités de financement sont maintenues, mais il aurait dû s'éteindre progressivement dès lors que la Communauté s'est engagée dans une harmonisation du financement des OM, avec l'institution d'une TEOM communautaire destinée à équilibrer le coût du service OM. Or, cette harmonisation a été initiée dès 2003 et s'est achevée en 2015, sans que la composante OM des attributions de compensation ait été remise en cause.



Rappel : montants par commune des attributions de compensation en fonctionnement (réf. 2020) – décomposition AC fiscale / AC « charges » (dont ordures ménagères)

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le

ID : 056-200042174-20211012-DEL_20212508/IS-DE

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le 18 DEC. 2021

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE

ex EPCI Insee	Code Commune	Pop. DGF 2020	a = b + c + d		b		c		d	
			AC fonctionne- ment	AC Fonct. /hbt	dont AC fiscal	AC fiscal /hbt	dont AC "charges" hors OM	AC "charges" hors OM /hbt	dont AC "charges" OM"	AC "charges" OM" /hbt
ex CAPL	56121 LORIENT	59 885	5 208 552	87,0	5 442 872	90,9	-575 680	-9,6	341 359	5,7
ex CAPL	56098 LANESTER	23 367	2 184 990	93,5	2 023 123	86,6	30 382	1,3	131 485	5,6
ex CAPL	56162 PLOEMEUR	20 073	79 806	4,0	-75 532	-3,8	-45 329	-2,3	200 667	10,0
ex CAPL	56083 HENNEBONT	16 220	439 125	27,1	455 464	28,1	-66 365	-4,1	50 026	3,1
ex CAPL	56078 GUIDEL	13 247	-122 257	-9,2	-118 311	-8,9	-48 162	-3,6	44 216	3,3
ex CAPL	56107 LARMOR PLAGE	9 643	-525 824	-54,5	-531 494	-55,1	-75 533	-7,8	81 203	8,4
ex CAPL	56185 QUEVEN	9 030	-107 313	-11,9	185 226	20,5	-308 088	-34,1	15 549	1,7
ex CAPL	56101 LANGUIDIC	8 228	814 478	99,0	1 168 640	142,0	-498 060	-60,5	143 898	17,5
ex CAPL	56036 CAUDAN	7 113	1 555 692	218,7	1 755 196	246,8	-52 227	-7,3	-147 277	-20,7
ex CAPL	56090 INZINZAC-LOCHRI	6 751	-29 611	-4,4	3 025	0,4	-57 698	-8,5	25 062	3,7
ex CAPL	56193 RIANTEC	6 167	-235 693	-38,2	-278 679	-45,2	-16 948	-2,7	59 933	9,7
ex CAPL	56118 LOCMIQUELIC	4 314	-91 914	-21,3	100 769	23,4	-242 740	-56,3	50 058	11,6
ex CAPL	56179 PONT SCORFF	3 862	-56 367	-14,6	-40 455	-10,5	-12 765	-3,3	-3 146	-0,8
ex CAPL	56069 GROIX	3 775	-220 818	-58,5	-96 212	-25,5	-38 145	-10,1	-86 462	-22,9
ex CAPL	56040 CLEGUER	3 412	-73 769	-21,6	-50 864	-14,9	-1 938	-0,6	-20 968	-6,1
ex CAPL	56181 PORT LOUIS	3 213	-41 303	-12,9	-139 296	-43,4	22 423	7,0	75 570	23,5
ex CAPL	56063 GESTEL	2 773	-8 466	-3,1	-23 466	-8,5	-7 471	-2,7	22 471	8,1
ex CAPL	56021 BRANDERION	1 466	77 975	53,2	66 534	45,4	-1 846	-1,3	13 287	9,1
ex CAPL	56062 GAVRES	1 124	-109 374	-97,3	-65 487	-58,3	-1 981	-1,8	-41 905	-37,3
ex CCP	56166 PLOUAY	5 905	526 312	89,1	462 510	78,3	63 802	10,8	0	0,0
ex CCP	56026 BUBRY	2 623	85 823	32,7	56 868	21,7	28 955	11,0	0	0,0
ex CCP	56089 INGUINIEL	2 297	34 616	15,1	2 719	1,2	31 897	13,9	0	0,0
ex CCP	56188 QUISTINIC	1 584	44 248	27,9	25 572	16,1	18 676	11,8	0	0,0
ex CCP	56029 CALAN	1 243	146 210	117,6	634	0,5	145 575	117,1	0	0,0
ex CCP	56104 LANVAUDAN	832	11 885	14,3	8 165	9,8	3 720	4,5	0	0,0
ex CAPL		203 663	8 737 908	42,9	9 781 053	48,0	-1 998 172	-9,8	955 026	4,7
ex CCP		14 484	849 094	58,6	556 468	38,4	292 626	20,2	0	0,0
TOTAL		218 147	9 587 002	43,9	10 337 521	47,4	-1 705 546	-7,8	955 026	4,4

Envoyé en préfecture le 20/10/2021

Reçu en préfecture le 20/11/2021

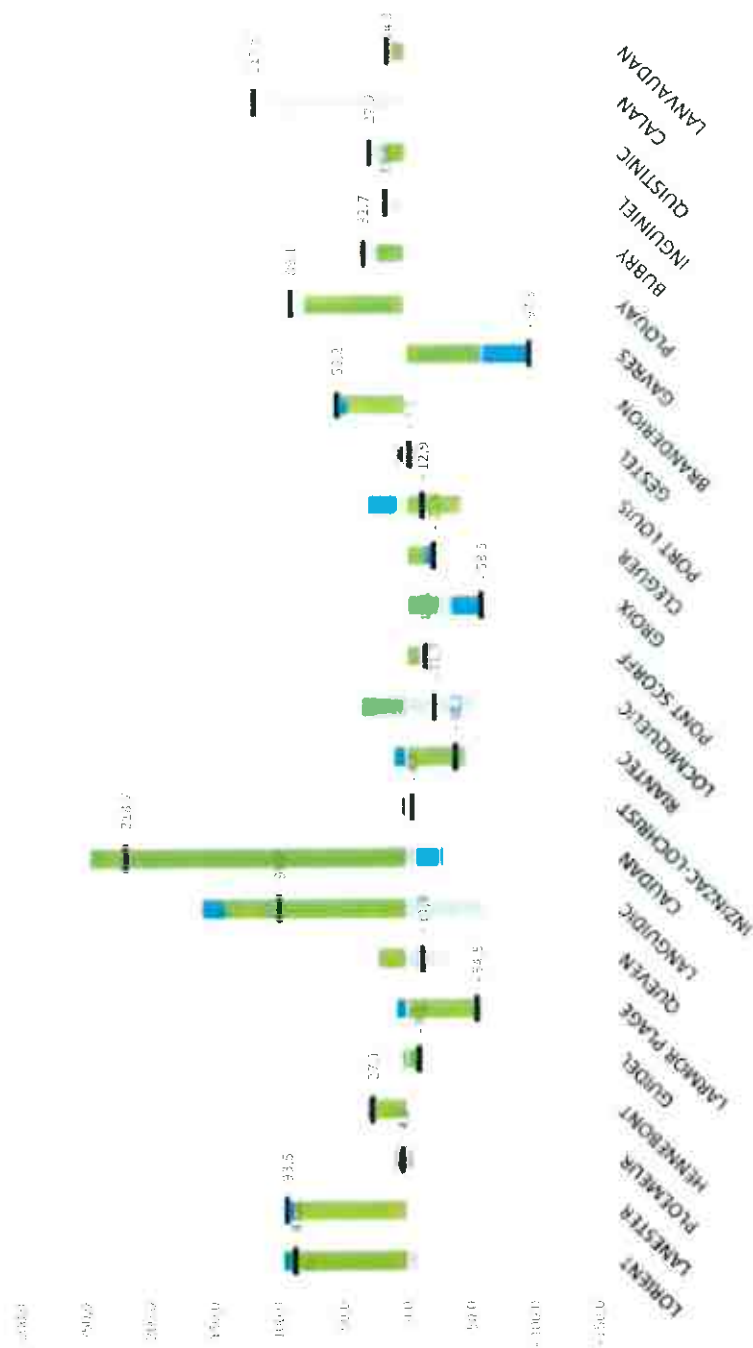
Affiché le

ID : 056-215601626-20211011-DEL_20210908-DE

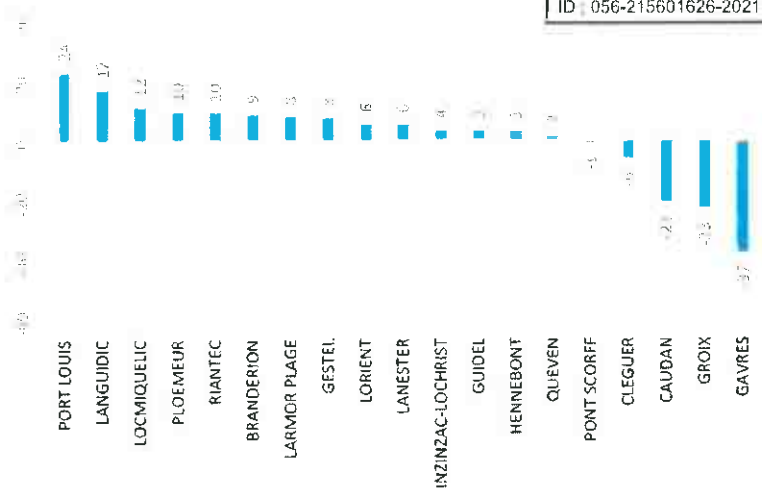
Rappel : composantes des attributions de compensation en fonctionnement (réf. 2020, en € par habitant) – Zoom sur la composante « ordures ménagères » (ex CAPL)

Attribution de compensation par habitant (réf. 2020)

■ AC fiscal /hbt ■ AC "charges" hs OM /hbt ■ AC "charges OM" /hbt ■ AC Fonct. /hbt



AC "ordures ménagères" en €/hbt (sur ex Lorient CA)



Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le 18 DEC. 2021

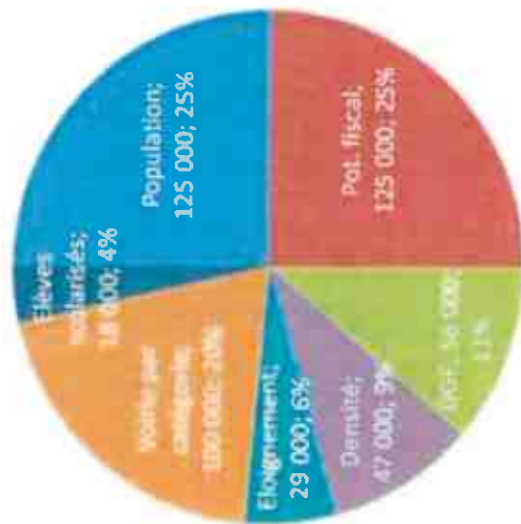
ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



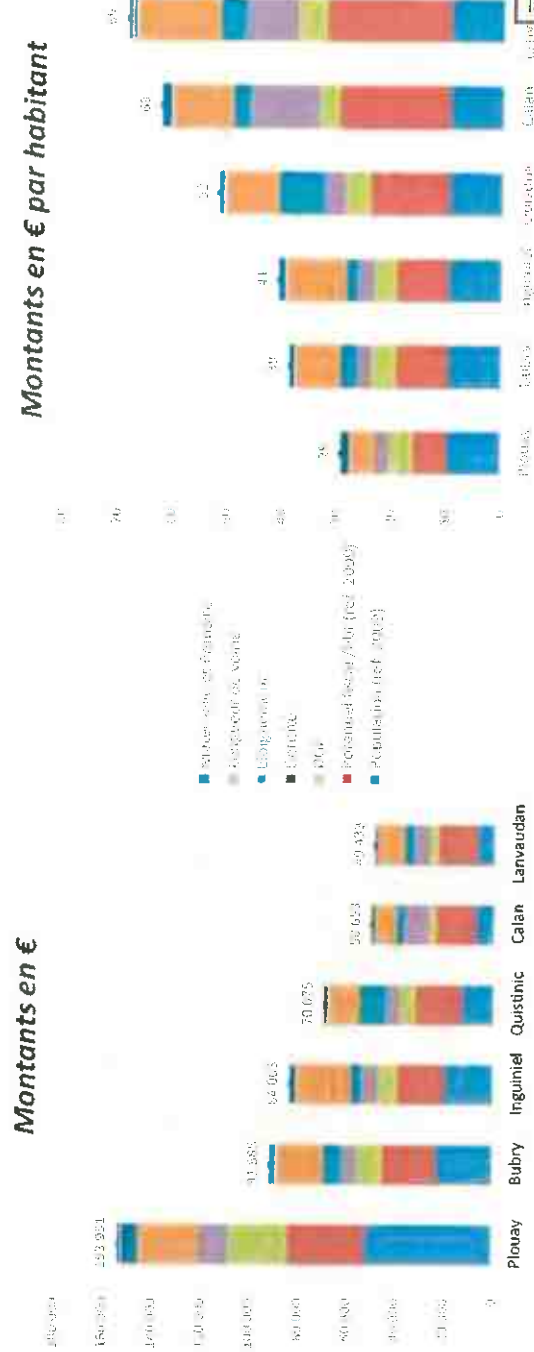
Dotation de solidarité communautaire (DSC) L'exemple de la DSC versée aux communes de l'ex CC de Plouay

La dotation de solidarité communautaire (DSC) est un outil dont dispose la Communauté pour modifier les relations budgétaires et financières au niveau du bloc communal. Cette dotation peut jouer un rôle important en termes de péréquation horizontale des ressources.

Dans le cas des communes de l'ex CC de Plouay, le montant de DSC s'élève à 500 K€ répartis selon des formules de calcul faisant intervenir 7 critères :



Montants en €



Communes classées par ordre démographique décroissant

Envoyé en préfecture le 17/12/2021
Reçu en préfecture le 17/12/2021
Affiché le 18 DEC 2021
ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE

Malgré la diversité des critères retenus, il apparaît que la répartition de la DSC de l'ex CC de Plouay est largement fonction de la population : le montant de la DSC versé par habitant augmente de manière régulière en fonction inverse de la taille de la commune. Cette prime aux petites communes s'explique par le fait que les formules de répartition des dotations ne tiennent pas compte de la population : les indices s'appliquent directement sur l'enveloppe, sans pondération par la population, ce qui pour certains critères constitue une erreur de méthode.



Rappel : montants par commune des dotations de solidarité communautaire (réf. 2020) Avec décomposition des 3 parts de la DSC des communes de l'ex CA du Pays de Lorient (figées depuis 2002)

ex EPCI	Code Insee	Commune	Pop. DGF 2020	DSC	DSC /hbt	Dont DSC ex CAPL 1ère part	DSC 1ère part /hbt	Dont DSC ex CAPL 3ème part	DSC 2ème part /hbt	Dont DSC ex CAPL 3ème part	DSC 3ème part /hbt
ex CAPL	56121	LORIENT	59 885	804 080	13,4	136 963	2,3	0	0,0	667 117	11,1
ex CAPL	56098	LANESTER	23 367	616 068	26,4	14 047	0,6	0	0,0	602 021	25,8
ex CAPL	56162	PLOEMEUR	20 073	54 732	2,7	13 419	0,7	0	0,0	41 314	2,1
ex CAPL	56083	HENNEBONT	16 220	84 659	5,2	11 178	0,7	0	0,0	73 480	4,5
ex CAPL	56078	GUIDEL	13 247	3 555	0,3	3 555	0,3	0	0,0	0	0,0
ex CAPL	56107	LARMOR PLAGE	9 643	7 638	0,8	7 638	0,8	0	0,0	0	0,0
ex CAPL	56185	QUEVEN	9 030	91 389	10,1	8 457	0,9	0	0,0	82 932	9,2
ex CAPL	56101	LANGUIDIC	8 228	53 524	6,5	14 955	1,8	0	0,0	38 570	4,7
ex CAPL	56036	CAUDAN	7 113	305 819	43,0	25 161	3,5	108 696	15,3	171 962	24,2
ex CAPL	56090	INZINZAC-LOCHRIST	6 751	116 000	17,2	116 000	17,2	0	0,0	0	0,0
ex CAPL	56193	RIANTEC	6 167	1 919	0,3	1 919	0,3	0	0,0	0	0,0
ex CAPL	56118	LOCMIQUELIC	4 314	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
ex CAPL	56179	PONT SCORFF	3 862	18 026	4,7	2 629	0,7	0	0,0	15 397	4,0
ex CAPL	56069	GROIX	3 775	668	0,2	668	0,2	0	0,0	0	0,0
ex CAPL	56040	CLEGUER	3 412	17 589	5,2	2 801	0,8	0	0,0	14 788	4,3
ex CAPL	56181	PORT LOUIS	3 213	728	0,2	728	0,2	0	0,0	6 250	2,3
ex CAPL	56063	GESTEL	2 773	10 797	3,9	4 547	1,6	0	0,0	32 014	21,8
ex CAPL	56021	BRANDERION	1 466	32 081	21,9	67	0,0	0	0,0	0	0,0
ex CAPL	56062	GAVRES	1 124	87	0,1	87	0,1	0	0,0	0	0,0
ex CCP	56166	POUAY	5 905	153 951	25,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0
ex CCP	56026	BUBRY	2 623	91 885	35,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
ex CCP	56089	INGUINIEL	2 297	84 003	36,6	0	0,0	0	0,0	0	0,0
ex CCP	56188	QUJISTINIC	1 584	70 075	44,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0
ex CCP	56029	CALAN	1 243	50 653	40,8	0	0,0	0	0,0	0	0,0
ex CCP	56104	LANVAUDAN	832	49 433	59,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0
ex CAPL			203 663	2 219 359	10,9	364 817	1,8	108 696	0,5	1 745 846	8,6
ex CCP			14 484	500 000	34,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0
TOTAL			218 147	2 719 359	12,5	364 817	1,7	108 696	0,5	1 745 846	8,0

Les montants de DSC par habitant versés sur l'ex CC de Plouay sont en moyenne plus de 3 fois supérieurs à ceux versés sur l'ex CA du Pays de Lorient, montants d'autant plus élevés que les communes sont petites (communes privilégiées par l'absence de prise en compte de la population dans la pondération des critères, principe aujourd'hui interdit par la loi, cf. infra).

Sur l'ex CAPL, hormis les 109 K€ versés à Caudan au titre de la 2ème part et la compensation de la perte de DSU de Inzinzac-Lochrist (dans la 1ère part), les autres composantes de la DSC sont assimilables à une actualisation de la composante « fiscale » des AC :

- Compensation REI (réduction pour embauche et investissement) ;
- Fins d'exonérations de professionnelle ;
- Recettes fiscales dont aura bénéficié les communes si changement de régime fiscal n'a pas eu lieu.

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le 18 DEC. 2021

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE

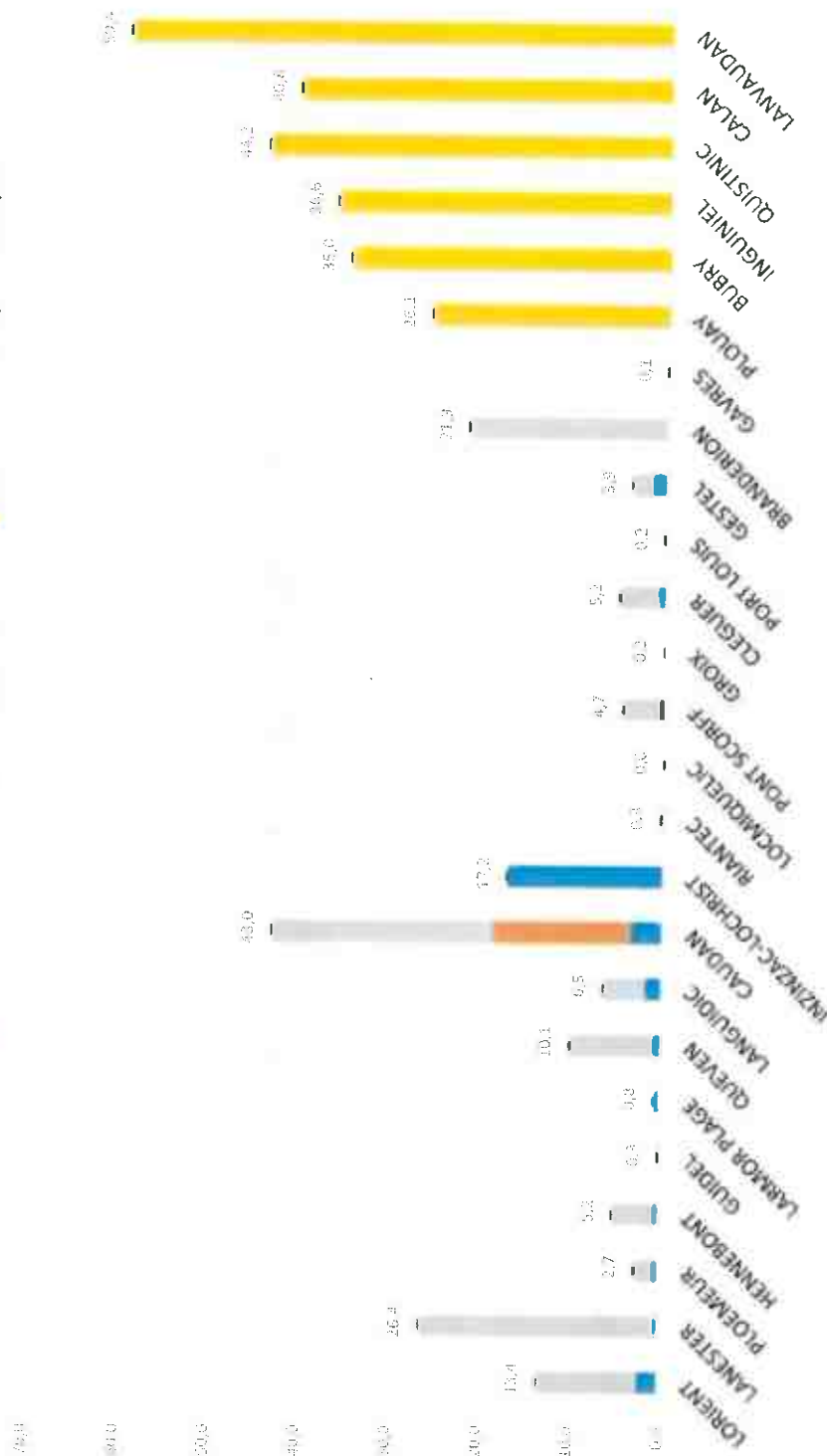


Rappel : montants de DSC par commune (réf. 2020)

Avec décomposition des 3 parts de la DSC des communes de l'ex CA du Pays de Lorient (figées depuis 2002)

Dotation de solidarité communautaire par habitant (réf. 2020)

■ DSC 1ère part /hbt ■ DSC 2ème part /hbt ■ DSC ex CC de Plouay ■ DSC 3ème part /hbt ■ DSC /hbt



Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le 18 DEC. 2021

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 056-20004274-20211014-DEL_2021_250055-DE

Composantes du Pacte financier et fiscal

Recensement de certains problèmes et contraintes relatifs aux AC et DSC actuelles

Envoyé en préfecture le 17/12/2021
Reçu en préfecture le 17/12/2021
Affiché le **18 DEC. 2021**
ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Contrainte juridique : la DSC de Lorient Agglomération doit être révisée pour se mettre en conformité avec le nouvel article L.5211-28-4 du CGCT



La loi de finances pour 2020 (article 256) a transféré les dispositions relatives à la DSC de l'article 1609 nonies C du CGI à l'article L.5211-28-4 du CGCT. Les modalités de répartition de la DSC ont été redéfinies. Cette répartition doit désormais s'opérer « selon des critères qui tiennent compte majoritairement :

1° De l'écart de revenu par habitant de la commune par rapport au revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale [...];

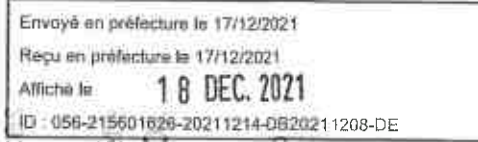
2° De l'insuffisance du potentiel financier ou du potentiel fiscal par habitant de la commune au regard du potentiel financier ou du potentiel fiscal moyen par habitant sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale [...].

Ces deux critères sont pondérés de la part de la population communale dans la population totale de l'établissement public de coopération intercommunale [...]. Ils doivent justifier au moins 35 % de la répartition du montant total de la dotation de solidarité communautaire entre les communes. Des critères complémentaires peuvent être choisis par le conseil communautaire. »

Ces règles se substituent aux dispositions précédentes qui prévoyaient une répartition de la DSC « tenant compte prioritairement de l'importance de la population et du potentiel fiscal ou financier par habitant ».

Le Préfet du Morbihan a invité l'EPCI à refondre les critères de répartition de la DSC afin que ceux-ci respectent les exigences légales.

Pour l'année 2020, considérée comme une phase transitoire, la reconduction des montants de DSC versés en 2019 a été autorisée, par délibération du Conseil Communautaire prise à la majorité des deux tiers (cf. VI de l'article 256 de la LF 2020). Pour cette année 2021, la Communauté doit se mettre en conformité avec la Loi.





Identification de différents problèmes en rapport avec le Pacte financier et fiscal de Lorient Agglomération

☐ Problèmes relatifs à la DSC (hormis le problème lié à la contrainte légale) :

- Les montants relatifs de DSC par habitant des communes de l'ex CA du Pays de Lorient et de l'ex CC de Plouay sont très différents.
- L'absence de pondération par la population des critères utilisés pour répartir la DSC des communes de l'ex CC de Plouay les rendent inopérants (en particulier les critères « potentiel fiscal par habitant », « éloignement de Plouay »), ce qui revient finalement à répartir la DSC de manière inversement proportionnelle à la taille de la commune (plus la commune est petite, plus le montant de DSC par habitant est élevé).
- La DSC des communes de l'ex CA du Pays de Lorient ne s'appuie sur aucun critère de charges ou de ressources. Elle est intégralement constituée de dotations à vocation compensatrice : garantie de ressources antérieures (pour Inzinzac-Lochrist et Caudan) ou actualisation de la composante fiscale des AC (opérée les 2 premières années en TPU).

☐ Problème relatif à la composante « ordures ménagères » de l'AC. Cette composante n'avait de raison d'être que tant que les modalités de financement des OM antérieures au transfert de la compétence étaient maintenues (REOM, TEOM, fiscalité 4 taxes). Elle n'a plus de raison d'être depuis que la compétence est financée par une TEOM communautaire unifiée (2015).

☐ Problème relatif à l'absence de compensation des effets de la fusion sur la DGF des communes de l'ex CC de Plouay fusion avec la CA du Pays de Lorient s'est traduite pour les communes de l'ex CC de Plouay par une majoration de l potentiel fiscal et par une baisse de leur DGF. Aucun mécanisme atténuateur de cet effet n'a été mis en œuvre.



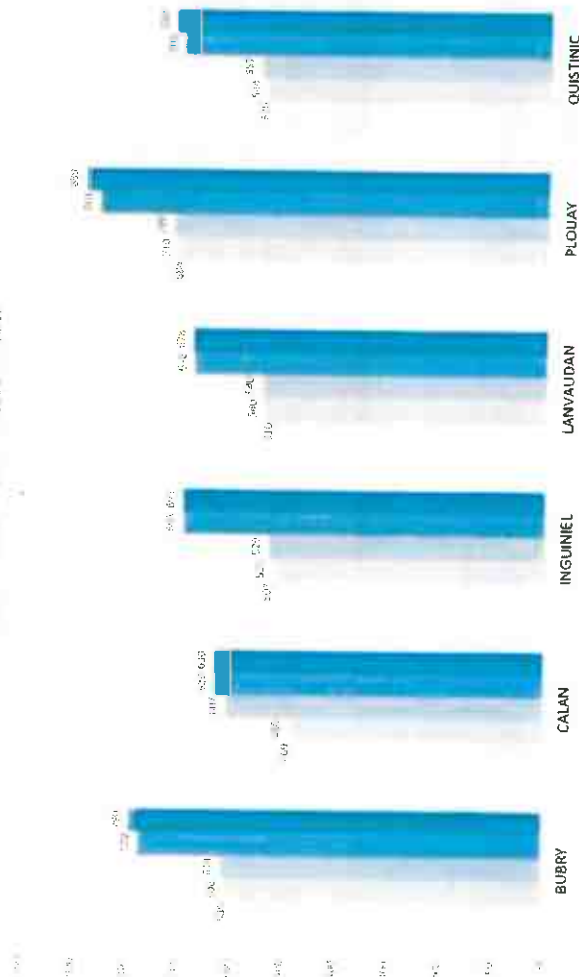
La fusion des deux EPCI a entraîné une perte significative de DGF pour les communes de l'ex CC de Plouay à partir de 2015

En 2015, un an après la fusion des deux communautés, les potentiels financiers des communes de l'ex CC de Plouay ont augmenté de manière significative, conséquence de la ventilation du potentiel fiscal communautaire (Cotisation foncière des entreprises, Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, Taxe sur les surfaces commerciales...) sur le nouveau périmètre communautaire.

Majoration des potentiels financiers par habitant en 2015, conséquence de la fusion avec la CA du Pays de Lorient en 2014

Potentiels financiers par habitant

2012 2013 2014 2015 2016



Cette majoration des potentiels financiers des communes s'est traduite par une réduction de certaines composantes des dotations de péréquation, dotation de solidarité rurale (DSR) et dotation nationale de péréquation (DNP) :

- ☐ Les 6 communes de l'ex CCP étaient éligibles à la DSR « cible » en 2014 et sont devenues inéligibles en 2015 (Inguiniel a depuis retrouvé l'éligibilité à cette dotation) ;
- ☐ Baisse de la part principale de la DNP ;
- ☐ Perte de l'éligibilité à la part majoration de la DNP.

Par rapport aux montants perçus en 2014, les pertes constatées sur la DSR cible et sur les deux parts de la DNP (part principale et majoration) s'élèvent en 2021 à 333 K€.

D'autres ressources communales ont été affectées par fusion, de manière négative (prélèvement supplémentaire sur la dotation forfaitaire) mais aussi de manière positive (gain sur le FPIC).

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le

18 DEC. 2021

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Pertes sur les dotations de péréquation des communes de l'ex CC de Plouay par rapport à 2014 : DSR part « cible » et DNP (1ère part et majoration)

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 056-215601626-20211214-DEL_20212503IS-DE

Montants en euros	Montants notifiée en 2014			Montants notifiée en 2021			Pertes par rapport à 2014			
	DSR cible	DNP part principale	DNP part major.	DSR cible	DNP part principale	DNP part major.	DSR cible	DNP part principale	DNP part major.	TOTAL
BUBRY	21 537	57 758	20 753	0	27 626	0	-21 537	-30 132	-20 753	-72 422
CALAN	0	18 670	7 264	0	10 852	0	0	-7 818	-7 264	-15 082
INGUINIEL	28 171	62 759	17 178	120 252	40 435	0		-22 324	-17 178	-39 502
LANVAUDAN	7 490	13 193	5 447	0	7 713	0	-7 490	-5 480	-5 447	-18 417
PLOUAY	47 117	102 092	38 390	0	48 831	0	-47 117	-53 261	-38 390	-138 768
QUISTINIC	18 459	32 721	11 838	0	15 651	0	-18 459	-17 070	-11 838	-47 367
TOTAL	122 774	287 193	100 870	120 252	151 108	0	-94 603	-136 085	-100 870	-331 558

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le 18 DEC. 2021

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Pacte financier et fiscal

Propositions de refonte de la DSC et de correction des AC

Envoyé en préfecture le 20/11/2021
Reçu en préfecture le 20/11/2021
Affiché le
ID : 056-2006217-202111-0001_2021200618-DE

Envoyé en préfecture le 17/12/2021
Reçu en préfecture le 17/12/2021
Affiché le **18 DEC. 2021**
ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Proposition d'un axe de réforme visant à traiter les différents problèmes identifiés

- ☐ Transfert dans l'AC des 1ère et 3ème parts de l'actuelle DSC des communes de l'ex-CA du Pays de Lorient, toutes deux assimilables à une actualisation de l'AC fiscale visant à neutraliser les transferts de fiscalité opérés à l'occasion du passage en TPU (compensation REI, compensation des fins d'exonérations et compensation de la croissance du produit de TP pendant les 2 premières années en TPU), soit une majoration des AC de 2 111 K€ ;
- ☐ Suppression de la composante « ordures ménagères » des AC, qui n'a plus lieu d'être depuis la mise en œuvre d'une TEOM communautaire unifiée (seule la commune de Caudan n'est pas concernée par l'unification des taux de TEOM), soit une minoration des AC de 955 K€ ;
- ☐ Prise en compte de la situation particulière des communes de l'ex-CC de Plouay, dont le niveau global de DSC de 500 K€ (soit en moyenne 35 €/hbt) est très supérieur à celui en vigueur sur les communes de Lorient Agglomération, mais pour lesquelles la fusion s'est traduite par une réduction des dotations de l'Etat (DGF) ;
- ☐ Institution d'une DSC réformée respectant les nouvelles contraintes légales : les critères [potentiel fiscal ou financier par habitant] et [revenu par habitant] « doivent justifier au moins 35 % de la répartition du montant total de la DSC »

Envoyé en préfecture le 20/10/2021

Reçu en préfecture le 20/10/2021

Affiché le

ID : 056-215601626-20211214-DEL_2021250335-DE

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le 18 DEC. 2021

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Refonte de la DSC

Positionnement des communes au regard des
principaux critères de richesse et de charges
susceptibles d'être utilisés dans la DSC

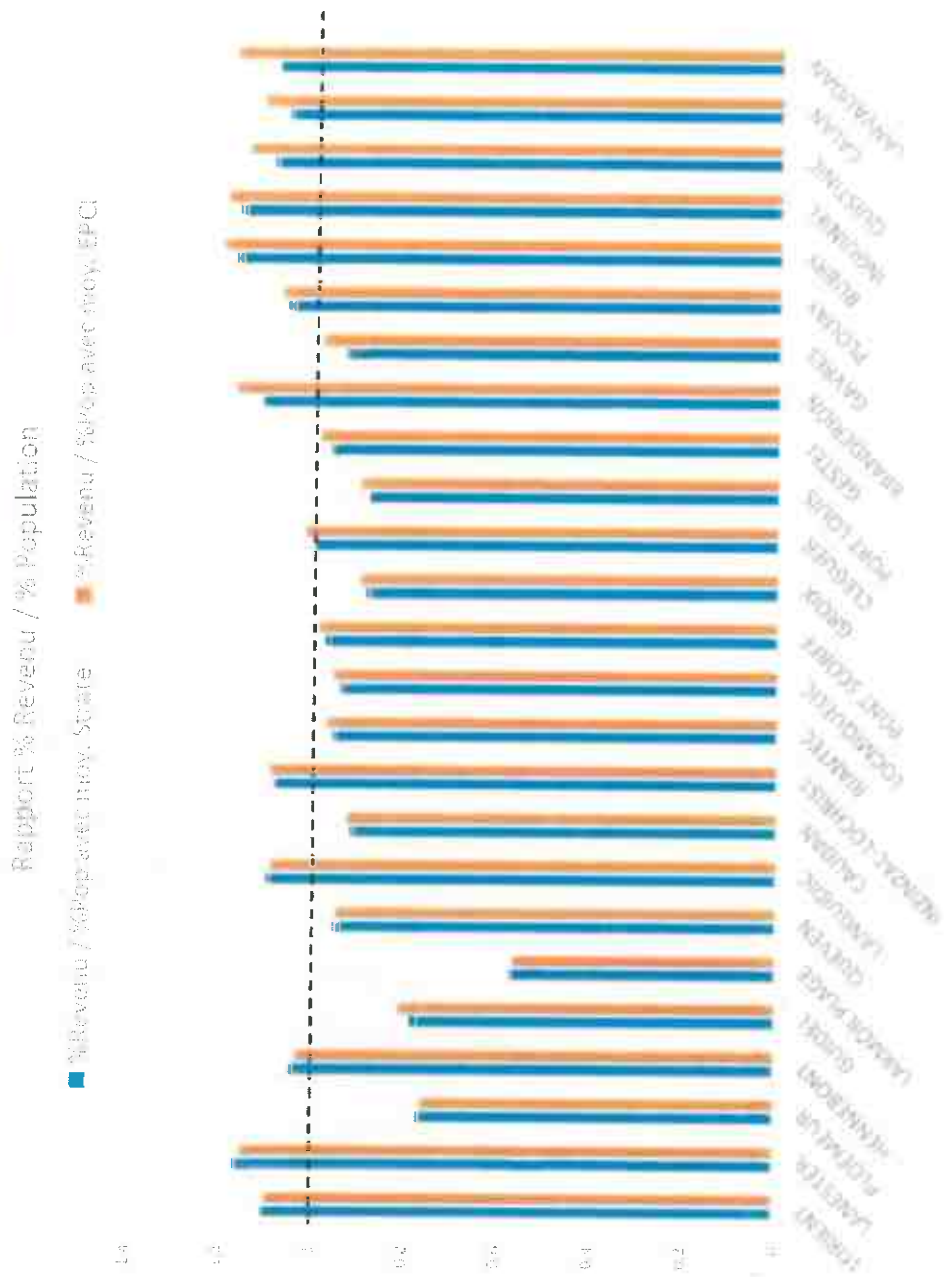
Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 056-215601626-20211018-2021_2021250918-DE

Envoyé en préfecture le 17/12/2021
Reçu en préfecture le 17/12/2021
Affiché le 18 DEC. 2021
ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Positionnement relatif des communes en fonction du critère « Revenu par habitant »

Le positionnement relatif des communes en fonction du revenu par habitant, selon que la comparaison s'effectue par rapport à la moyenne de la strate démographique ou par rapport à la moyenne de l'EPCI, diffère beaucoup moins qu'avec le potentiel financier par habitant.



ID 056-2006427-1-20211012-DEL 2021250BIS-DE

1. **Introduction**
 2. **Background**
 3. **Methodology**
 4. **Results**
 5. **Conclusion**

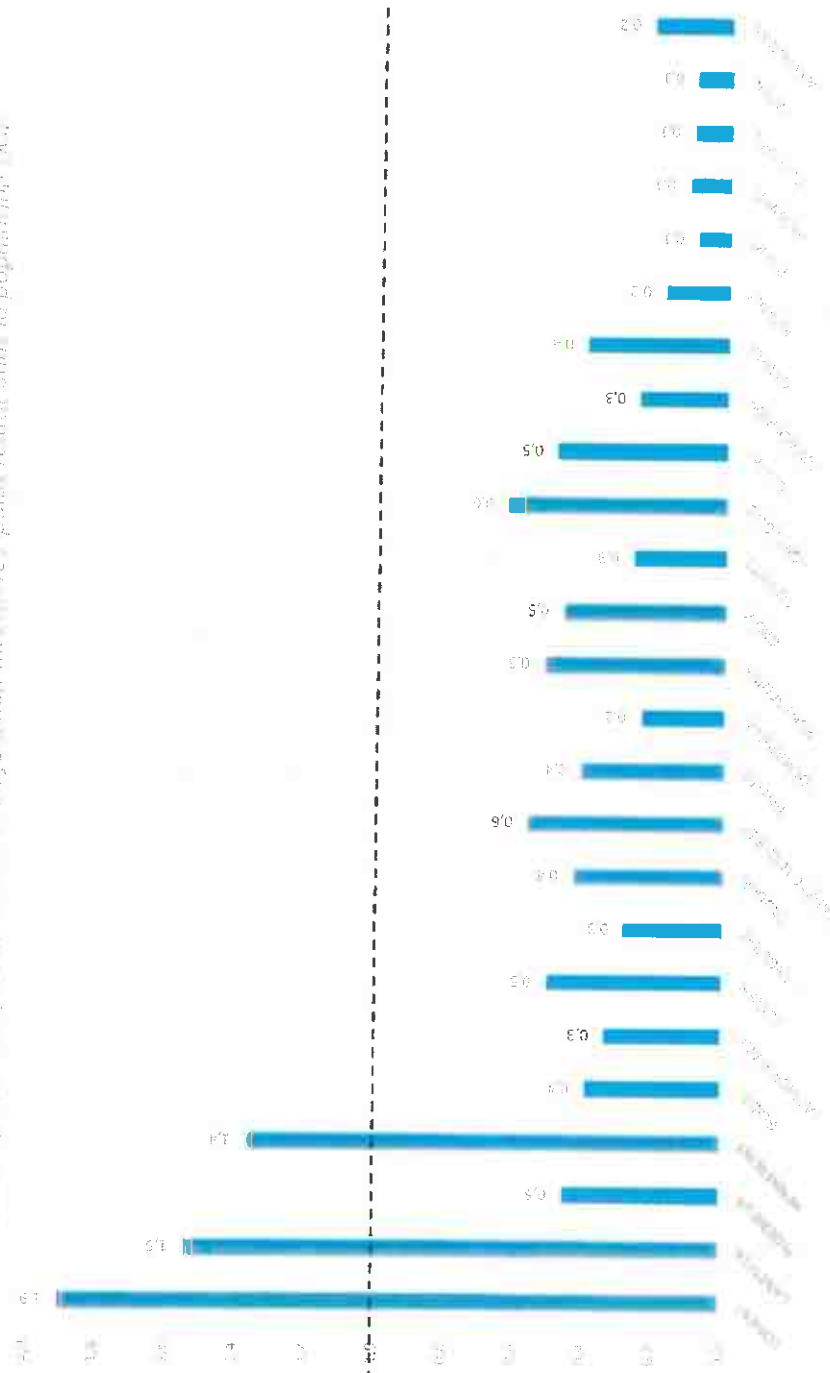
ID: 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Positionnement relatif des communes en fonction du critère « Nombre de logements sociaux »

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 056-200042174-20211012-DEL_2021250BIS-DE

Tableau : Positionnement relatif de la commune en fonction du critère / pourcentage de la population



Document communiqué en vertu de la loi n° 2011-105 du 12 février 2011 relative à l'accès à l'information

Envoyé en préfecture le 17/12/2021
Reçu en préfecture le 17/12/2021
Affiché le 18 DEC. 2021
ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



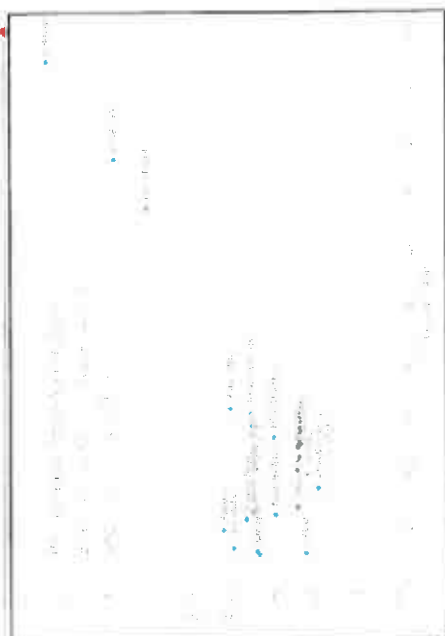
Positionnement relatif des communes en fonction du critère « Nombre d'APL »

Envoyé en préfecture le 20/10/2021

Reçu en préfecture le 20/10/2021

Affiché le

ID : 056-2000421-1-2021-10-2-DEL-20212508IS-DE



Positionnement relatif des communes en fonction du critère « Nombre d'APL »



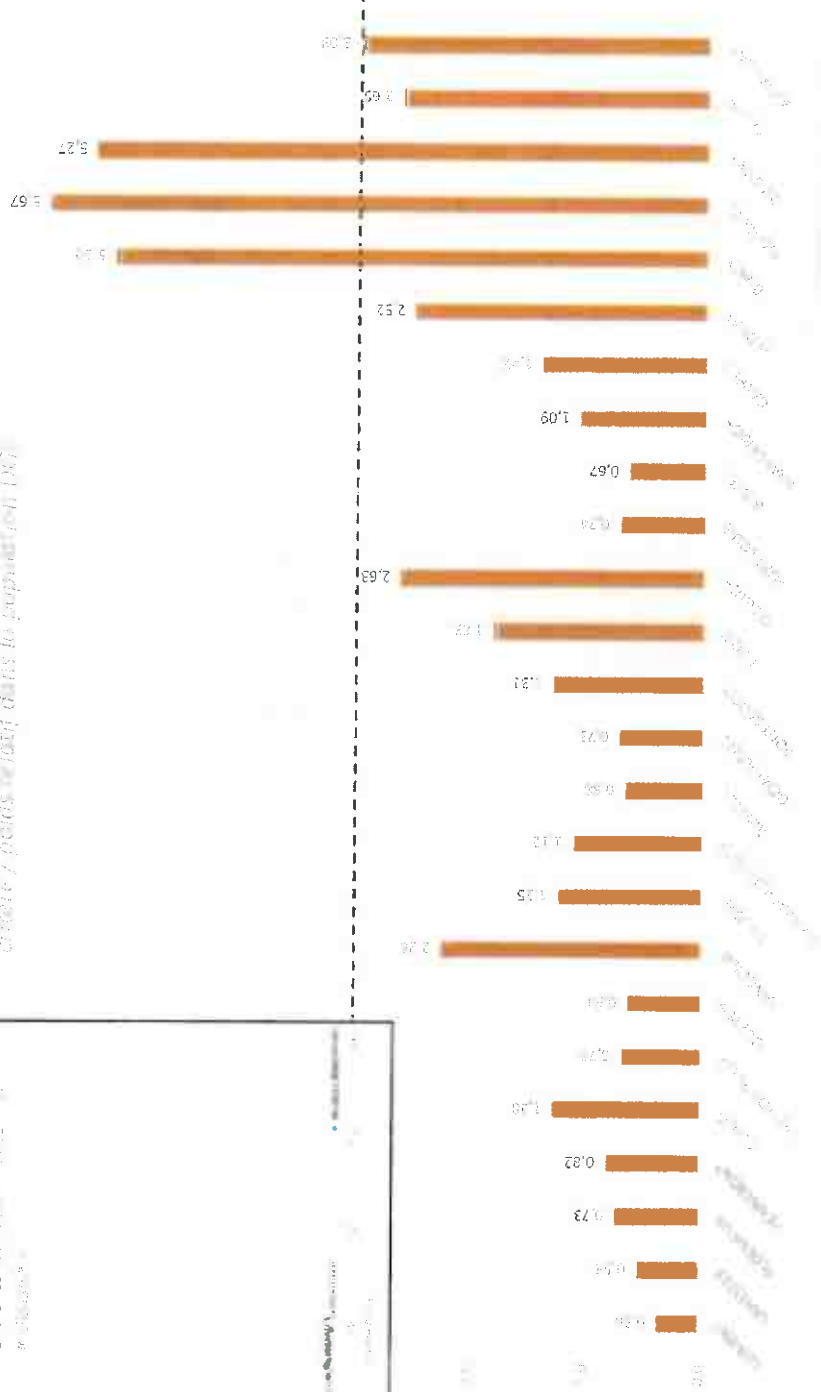
Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 15/6/2017 relative à l'accès à l'information.

Envoyé en préfecture le 17/12/2021
Reçu en préfecture le 17/12/2021
Affiché le 18 DEC. 2021
ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE

Positionnement relatif des communes en fonction du critère « Voirie »



Positionnement relatif des communes en fonction du critère « Voirie »





Refonte de la DSC

Proposition de refonte de la DSC et simulations

Envoyé en préfecture le 20/10/2021

Reçu en préfecture le 20/10/2021

Affiché le

ID : 056-21560174-20211012-DE_20212568S-DE

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le **18 DEC. 2021**

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Scénario de base – sans dispositifs d’encadrement (garanties / écrêtements)

La simulation de la DSC dont les résultats sont présentés ci-dessous repose sur les principes et hypothèses suivants:

- ☐ Une répartition de la DSC « spontanée » (avant dispositifs de garantie et d’écèlement) basée sur les critères potentiel fiscal par habitant (10%), revenu par habitant (30%), logement social (30%) et kilomètres de voirie (30%) ;
- ☐ Une enveloppe de DSC visant à compenser les pertes de DSR et DNP des communes de l’ex CC de Plouay (basée sur le constat des variations de recettes entre 2014 et 2021) pour un montant global de 332 K€ ;
- ☐ Une enveloppe affectée à la DSC « spontanée », répartie en fonction des critères, assurant la neutralité budgétaire pour la Communauté, soit 1 232 K€, pour une DSC totale (y compris la composante « comp. DGF ex CCP ») de 1 564 K€.

Détermination de la DSC assurant la neutralité budgétaire pour l’EPCI

DSC initiale	2 719 359 €
- composantes de la DSC transférées dans les AC (1ère et 3ème part)	-2 110 663 €
+ suppression de la composante « ordures ménagères » des AC	+955 026 €
= DSC totale « d’équilibre » (coût net supplémentaire nul pour l’EPCI)	1 563 722 €
- DSC « compensation des pertes de DSR et DNP des communes de l’ex CC de Plouay	- 331 558 €
= DSC spontanée (répartie en fonction des critères) d’équilibre	1 232 164 €

1. **Introduction**
 2. **Methodology**
 3. **Results**
 4. **Conclusion**

Bilan global nul pour les communes = Coût net nul pour l'EPCI

100

ID: 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Principes proposés pour le calcul de la DSC réformée et hypothèses retenues pour les simulations

La simulation de la DSC dont les résultats sont présentés ci-dessous repose sur les principes et hypothèses suivants:

- ☐ Une répartition de la DSC « spontanée » (avant dispositifs de garantie et d'écritement) basée sur les critères potentiels fiscaux par habitant (10%), revenu par habitant (30%), logement social (30%) et kilométrage de voirie (30%), dans le respect de la loi.
- ☐ Une enveloppe de DSC visant à compenser les pertes de DSR et DNP des communes de l'ex-CC de Piauzy (basée sur le constat des variations de recettes entre 2014 et 2021) pour un montant global de 332 K€ (montant qu'il conviendra d'actualiser).
- ☐ Un dispositif de garantie visant à limiter les pertes de ressources des communes par rapport au montant cumulé AC+DSC. Par hypothèse, ce dispositif évite toute perte de ressources la 1^{ère} année, mais également les années suivantes (à périmètre d'AC constant) ;
- ☐ Un dispositif de plafonnement des gains sur le montant cumulé AC+DSC, exprimé en € par habitant (population DGF). Afin d'envisager une évolution des montants de DSC perçus par les communes concernées, ce plafonnement évolue dans le temps. Le plafonnement des gains s'élève, par hypothèse, à +2,0€/hbt la 1^{ère} année, puis augmente de +0,5 €/hbt chaque année ;
- ☐ Une DSC plancher (limitant le dispositif de plafonnement des gains) fixée par hypothèse à 5€/hbt ;
- ☐ Une enveloppe affectée à la DSC spontanée dont le montant est fixé par hypothèse à 2,0 M€ la 1^{ère} année, puis augmente de 100 K€ par an ;

Sur la base des critères de calcul de 2020, ces hypothèses conduisent à verser une DSC totale (y compris les mécanismes de garantie d'écritement) de 2 142 K€ la 1^{ère} année, 2 216 K€ la 2^{ème} année et 2 291 K€ la 3^{ème} année, ce qui représente une charge supplémentaire pour la Communauté par rapport aux montants actuels d'AC et de DSC de +578 K€ la 1^{ère} année, +652 K€ la 2^{ème} année et +727 K€ la 3^{ème} année.



Composantes de la DSC simulée en année n1 (avec critères 2020) et bilan AC+DSC

Montants en euros

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 056-200042174-20211012-EEL-20212508IS-DE

		a		b		c		d		e		f		g		h		i		j		k		l		m		n		o		p		q		r		s		t		u		v		w		x		y		z		aa		ab		ac		ad		ae		af		ag		ah		ai		aj		ak		al		am		an		ao		ap		aq		ar		as		at		au		av		aw		ax		ay		az		ba		bb		bc		bd		be		bf		bg		bh		bi		bj		bk		bl		bm		bn		bo		bp		bq		br		bs		bt		bu		bv		bw		bx		by		bz		ca		cb		cc		cd		ce		cf		cg		ch		ci		cj		ck		cl		cm		cn		co		cp		cq		cr		cs		ct		cu		cv		cw		cx		cy		cz		da		db		dc		dd		de		df		dg		dh		di		dj		dk		dl		dm		dn		do		dp		dq		dr		ds		dt		du		dv		dw		dx		dy		dz		ea		eb		ec		ed		ee		ef		eg		eh		ei		ej		ek		el		em		en		eo		ep		eq		er		es		et		eu		ev		ew		ex		ey		ez		fa		fb		fc		fd		fe		ff		fg		fh		fi		fj		fk		fl		fm		fn		fo		fp		fq		fr		fs		ft		fu		fv		fw		fx		fy		fz		ga		gb		gc		gd		ge		gf		gg		gh		gi		gj		gk		gl		gm		gn		go		gp		gq		gr		gs		gt		gu		gv		gw		gx		gy		gz		ha		hb		hc		hd		he		hf		hg		hh		hi		hj		hk		hl		hm		hn		ho		hp		hq		hr		hs		ht		hu		hv		hw		hx		hy		hz		ia		ib		ic		id		ie		if		ig		ih		ii		ij		ik		il		im		in		io		ip		iq		ir		is		it		iu		iv		iw		ix		iy		iz		ja		jb		jc		jd		je		jf		jg		jh		ji		jj		jk		jl		jm		jn		jo		jp		jq		jr		js		jt		ju		jv		jw		jx		jy		jz		ka		kb		kc		kd		ke		kf		kg		kh		ki		kj		kk		kl		km		kn		ko		kp		kq		kr		ks		kt		ku		kv		kw		kx		ky		kz		la		lb		lc		ld		le		lf		lg		lh		li		lj		lk		ll		lm		ln		lo		lp		lq		lr		ls		lt		lu		lv		lw		lx		ly		lz		ma		mb		mc		md		me		mf		mg		mh		mi		mj		mk		ml		mm		mn		mo		mp		mq		mr		ms		mt		mu		mv		mw		mx		my		mz		na		nb		nc		nd		ne		nf		ng		nh		ni		nj		nk		nl		nm		nn		no		np		nq		nr		ns		nt		nu		nv		nw		nx		ny		nz		oa		ob		oc		od		oe		of		og		oh		oi		oj		ok		ol		om		on		oo		op		oq		or		os		ot		ou		ov		ow		ox		oy		oz		pa		pb		pc		pd		pe		pf		pg		ph		pi		pj		pk		pl		pm		pn		po		pp		pq		pr		ps		pt		pu		pv		pw		px		py		pz		qa		qb		qc		qd		qe		qf		qg		qh		qi		qj		qk		ql		qm		qn		qo		qp		qq		qr		qs		qt		qu		qv		qw		qx		qy		qz		ra		rb		rc		rd		re		rf		rg		rh		ri		rj		rk		rl		rm		rn		ro		rp		rq		rr		rs		rt		ru		rv		rw		rx		ry		rz		sa		sb		sc		sd		se		sf		sg		sh		si		sj		sk		sl		sm		sn		so		sp		sq		sr		ss		st		su		sv		sw		sx		sy		sz		ta		tb		tc		td		te		tf		tg		th		ti		tj		tk		tl		tm		tn		to		tp		tq		tr		ts		tt		tu		tv		tw		tx		ty		tz		ua		ub		uc		ud		ue		uf		ug		uh		ui		uj		uk		ul		um		un		uo		up		uq		ur		us		ut		uu		uv		uw		ux		uy		uz		va		vb		vc		vd		ve		vf		vg		vh		vi		vj		vk		vl		vm		vn		vo		vp		vq		vr		vs		vt		vu		vv		vw		vx		vy		vz		wa		wb		wc		wd		we		wf		wg		wh		wi		wj		wk		wl		wm		wn		wo		wp		wq		wr		ws		wt		wu		wv		ww		wx		wy		wz		xa		xb		xc		xd		xe		xf		xg		xh		xi		xj		xk		xl		xm		xn		xo		xp		xq		xr		xs		xt		xu		xv		xw		xx		xy		xz		ya		yb		yc		yd		ye		yf		yg		yh		yi		yj		yk		yl		ym		yn		yo		yp		yq		yr		ys		yt		yu		yv		yw		yx		yz		za		zb		zc		zd		ze		zf		zg		zh		zi		zj		zk		zl		zm		zn		zo		zp		zq		zr		zs		zt		zu		zv		zw		zx		zy		zz		aa		ab		ac		ad		ae		af		ag		ah		ai		aj		ak		al		am		an		ao		ap		aq		ar		as		at		au		av		aw		ax		ay		az		ba		bb		bc		bd		be		bf		bg		bh		bi		bj		bk		bl		bm		bn		bo		bp		bq		br		bs		bt		bu		bv		bw		bx		by		bz		ca		cb		cc		cd		ce		cf		cg		ch		ci		cj		ck		cl		cm		cn		co		cp		cq		cr		cs		ct		cu		cv		cw		cx		cy		cz		da		db		dc		dd		de		df		dg		dh		di		dj		dk		dl		dm		dn		do		dp		dq		dr		ds		dt		du		dv		dw		dx		dy		dz		ea		eb		ec		ed		ee		ef		eg		eh		ei		ej		ek		el		em		en		eo		ep		eq		er		es		et		eu		ev		ew		ex		ey		ez		fa		fb		fc		fd		fe		ff		fg		fh		fi		fj		fk		fl		fm		fn		fo		fp		fq		fr		fs		ft		fu		fv		fw		fx		fy		fz		ga		gb		gc		gd		ge		gf		gg		gh		gi		gj		gk		gl		gm		gn		go		gp		gq		gr		gs		gt		gu		gv		gw		gx		gy		gz		ha		hb		hc		hd		he		hf		hg		hh		hi		hj		hk		hl		hm		hn		ho		hp		hq		hr		hs		ht		hu		hv		hw		hx		hy		hz		ia		ib		ic		id		ie		if		ig		ih		ii		ij		ik		il		im		in		io		ip		iq		ir		is		it		iu		iv		iw		ix		iy		iz		ja		jb		jc		jd		je		jf		jg		jh		ji		jj		jk		jl		jm		jn		jo		jp		jq		jr		js		jt		ju		jv		jw		jx		jy		jz		ka		kb		kc		kd		ke		kf		kg		kh		ki		kj		kk		kl		km		kn		ko		kp		kq		kr		ks		kt		ku		kv		kw		kx		ky		kz		la		lb		lc		ld		le		lf		lg		lh		li		lj		lk		ll		lm		ln		lo		lp		lq		lr		ls		lt		lu		lv		lw		lx		ly		lz		ma		mb		mc		md		me		mf		mg		mh		mi		mj		mk		ml		mm		mn		mo		mp		mq		mr		ms		mt		mu		mv		mw		mx		my		mz		na		nb		nc		nd		ne		nf		ng		nh		ni		nj		nk		nl		nm		nn		no		np		nq		nr		ns		nt		nu		nv		nw		nx		ny		nz		oa		ob		oc		od		oe		of		og		oh		oi		oj		ok		ol		om		on		oo		op		oq		or		os		ot		ou		ov		ow		ox		oy		oz		pa		pb		pc		pd		pe		pf		pg		ph		pi		pj		pk		pl		pm		pn		po		pp		pq		pr		ps		pt		pu		pv		pw		px		py		pz		qa		qb		qc		qd		qe		qf		qg		qh		qi		qj		qk		ql		qm		qn		qo		qp		qq		qr		qs		qt		qu		qv		qw		qx		qy		qz		ra		rb		rc		rd		re		rf		rg		rh		ri		rj		rk		rl		rm		rn		ro		rp		rq		rr		rs		rt		ru		rv		rw		rx		ry		rz		sa		sb		sc		sd		se		sf		sg		sh		si		sj		sk		sl		sm		sn		so		sp		sq		sr		ss		st		su		sv		sw		sx		sy		sz		ta		tb		tc		td		te		tf		tg		th		ti		tj		tk		tl		tm		tn		to		tp		tq		tr		ts		tt		tu		tv		tw		tx		ty		tz		ua		ub		uc		ud		ue		uf		ug		uh		ui		uj		uk		ul		um		un		uo		up		uq		ur		us		ut		uu		uv		uw		ux		uy		uz		va		vb		vc		vd		ve		vf		vg		vh		vi		vj		vk		vl		vm		vn		vo		vp		vq		vr	
--	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--

Bilan global pour les communes = Coût net pour l'EPCI

% DSC « Pot Fiscal » + « revenu » = 37,3% (800/2142)

DSC spontanée = 2 000 K€

10%

30%

30%

30%

Envoyé en préfecture le 17/12/2021
Reçu en préfecture le 17/12/2021
Affiché le 18 DEC. 2021
ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Composantes de la DSC simulée en année n1 (avec critères 2020) et bilan AC+DSC

Montants en euros par habitant

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le

ID : 056-200042174-20211012-UEL_2021251615-DE

ex LFC3	Commune	Commune	Pop. DSC 2020	a	b	c	d	DSC initiale	AC fonct. initiale	AC fonct. compte	DSC (n1)	DSC - Pot. fiscal	DSC - Revenu	DSC - Log. social	DSC - Voire	DSC comp. dot.	Garantie	Ex-Flanant	Bilan n1
ex CAPL 56121	LORIENT		59 885	87,0	13,4			13,4	94,7	94,7	7,7	0,8	3,0	5,2	1,0	0,0	0,0	0,0	-2,4
ex CAPL 56098	LANESTER		23 367	93,5	26,4			26,4	114,2	114,2	7,6	0,8	3,2	4,2	1,5	0,0	0,0	0,0	-2,0
ex CAPL 56162	PLONMEUR		20 073	4,0	2,7			2,7	-3,3	-3,3	10,0	0,9	2,1	1,3	2,0	0,0	3,7	0,0	0,0
ex CAPL 56083	HENNEBONT		16 220	27,1	5,2			5,2	29,2	29,2	5,1	1,0	2,8	3,7	2,3	0,0	0,0	0,0	-4,7
ex CAPL 56078	GUIDEL		13 247	-9,2	0,3			0,3	-12,3	-12,3	5,3	1,0	2,2	1,1	3,5	0,0	0,0	0,0	-2,5
ex CAPL 56107	LARMOR PLAGE		9 643	-54,5	0,8			0,8	-62,2	-62,2	8,4	0,7	1,6	1,0	1,9	0,0	3,3	0,0	0,0
ex CAPL 56185	QUEVEN		9 030	-11,9	10,1			10,1	-3,5	-3,5	5,0	1,0	2,6	1,4	1,8	0,0	0,0	0,0	3,3
ex CAPL 56101	LANGUIDIC		8 228	99,0	6,5			6,5	88,0	88,0	17,5	0,9	3,0	0,9	6,2	0,0	6,5	0,0	0,0
ex CAPL 56036	CAUDAN		7 113	218,7	43,0			43,0	167,1	167,1	5,0	0,7	2,6	1,2	3,4	0,0	0,0	0,0	10,4
ex CAPL 56090	INZINZAC-LOCHRIST		6 751	-4,4	17,2			17,2	9,1	9,1	5,7	1,2	3,0	1,5	3,1	0,0	0,0	0,0	-3,2
ex CAPL 56193	RIANTEC		6 167	-38,2	0,3			0,3	-47,6	-47,6	9,7	1,0	2,7	1,4	1,8	0,0	2,8	0,0	0,0
ex CAPL 56118	LOCAIQUELIC		4 314	-21,3	0,0			0,0	-32,9	-32,9	11,6	1,1	2,6	0,8	2,0	0,0	5,1	0,0	0,0
ex CAPL 56179	PONT SCORFF		3 862	-14,6	4,7			4,7	-9,1	-9,1	5,0	1,0	2,7	1,4	3,6	0,0	0,0	0,0	5,8
ex CAPL 56069	GROIX		3 775	-58,5	0,2			0,2	-35,4	-35,4	5,0	1,1	2,5	1,3	5,0	0,0	0,0	0,0	-4,9
ex CAPL 56040	CLEGUER		3 412	-21,6	5,2			5,2	-10,3	-10,3	5,0	1,2	2,9	0,7	7,2	0,0	0,0	0,0	-7,1
ex CAPL 56181	PORT LOUIS		3 213	-12,9	0,2			0,2	-36,1	-36,1	23,5	1,0	2,4	1,7	2,0	0,0	16,4	0,0	0,0
ex CAPL 56063	GESTEL		2 773	-3,1	3,9			3,9	-7,3	-7,3	8,1	1,1	2,6	1,4	1,9	0,0	1,2	0,0	0,0
ex CAPL 56021	BRANDERION		1 466	53,2	21,9			21,9	68,0	68,0	9,1	1,2	3,2	0,7	3,0	0,0	1,0	0,0	0,0
ex CAPL 56062	GAVRES		1 124	-97,3	0,1			0,1	-59,9	-59,9	5,0	1,1	2,3	1,1	3,9	0,0	0,0	0,0	0,0
ex CCP 56166	PLOUJAY		5 905	89,1	26,1			26,1	89,1	89,1	28,1	0,9	3,0	0,5	6,9	0,0	0,0	0,0	-3,4
ex CCP 56026	BUBRY		2 623	32,7	35,0			35,0	32,7	32,7	37,0	1,1	3,3	0,3	14,1	0,0	0,0	0,0	-6,7
ex CCP 56089	INGUINIEL		2 297	15,1	36,6			36,6	15,1	15,1	37,6	1,2	3,3	0,3	15,5	0,0	0,0	0,0	-9,3
ex CCP 56188	QUISTINIC		1 584	27,9	44,2			44,2	27,9	27,9	46,2	1,1	3,1	0,4	14,7	0,0	0,0	0,0	0,0
ex CCP 56029	CALAN		1 243	117,6	40,8			40,8	117,6	117,6	40,8	1,1	3,1	0,3	7,3	12,1	16,9	0,0	-3,1
ex CCP 56104	LANVAUDAN		832	14,3	58,4			58,4	14,3	14,3	59,4	1,3	3,3	0,6	8,4	22,1	23,5	0,0	0,0
Total			218 147	43,9	12,5			12,5	49,2	49,2	9,8	0,9	2,8	2,8	2,8	1,5	1,4	1,4	-2,2

DSC plancher fixée par hypothèse à 5€/hbt

Gain sur AC+DSC plafonné la 1^{ère} année à +2,0 €/hbt

Dispositif de garantie : pas de pertes (sur AC+DSC)

Envoyé en préfecture le 17/12/2021
Reçu en préfecture le 17/12/2021
Affiché le 18 DEC. 2021
ID : 056-215601620-20211214-DB20211208-DE

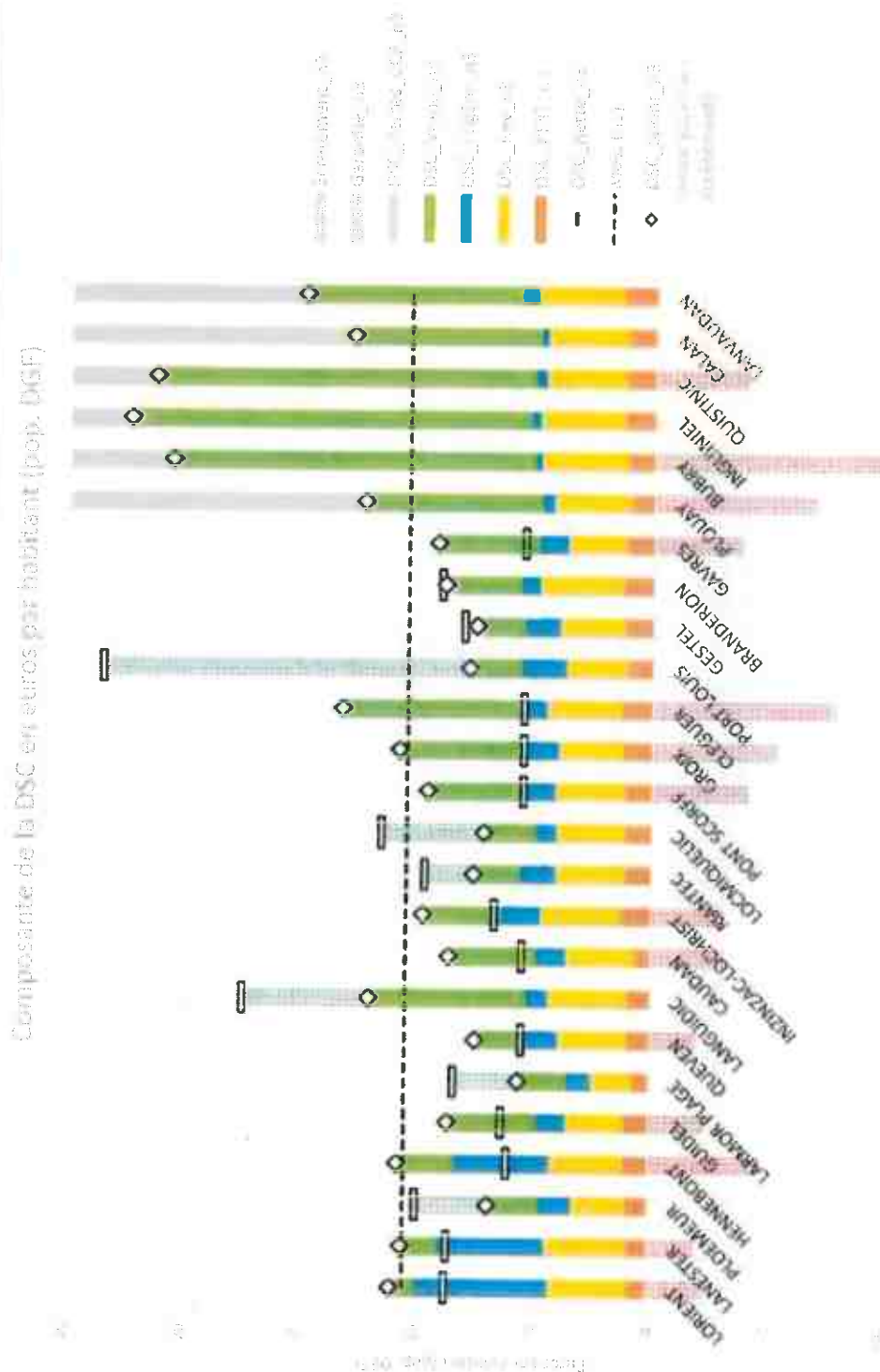
ID: 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Composantes de la DSC simulée en année n3 (avec critères 2020) Montants en euros par habitant

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 056-215601626-20211013-DEIL_20212506IS-DE

Envoyé en préfecture le 17/12/2021
Reçu en préfecture le 17/12/2021
Affiché le **18 DEC. 2021**
ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE





DSC simulée sur 3 années (n1, n2, n3) sur la base des critères de calcul de 2020

Montants en €

Envoyé en préfecture le 30/10/2021
Reçu en préfecture le 30/10/2021
Affiché le
ID : 056-200042174-20211012-DEL_20212508IS-DE

ex DPCI	Commune	Pop. DSC 2020	a	b	c	d	e	=c+d-(a+b)	f	=f/e-1	=c+f-(a+b)	Bilan n3
			AC fonct. initiale	DSC initiale	AC fonct. corrigée	DSC année n1	DSC année n2	Taux d'évol. DSC n1-n2	DSC année n3	Taux d'évol. DSC n2-n3		
ex CAPL 56121	LORIENT	59 885	5 208 552	804 080	5 671 272	461 129	491 072	6,5%	521 014	6,1%	179 655	
ex CAPL 56098	LANESTER	23 367	2 184 990	616 068	2 669 573	178 219	189 903	6,6%	201 586	6,2%	70 101	
ex CAPL 56162	PLOMEUR	20 073	79 806	54 732	-66 129	200 667	200 667	0,0%	0	0,0%	0	
ex CAPL 56083	HENNEBONT	16 220	439 125	84 659	473 758	82 466	90 576	9,8%	98 686	9,0%	48 660	
ex CAPL 56078	GUIDEL	13 247	-122 257	3 555	-162 918	70 710	77 334	9,4%	83 957	8,6%	39 741	
ex CAPL 56107	LARMOR PLAGE	9 643	-525 824	7 638	-599 389	81 203	81 203	0,0%	0	0,0%	0	
ex CAPL 56185	QUEVEN	9 030	-107 313	91 389	-31 473	45 150	47 408	5,0%	31 859	5,0%	34 229	
ex CAPL 56101	LANGUIDIC	8 228	814 478	53 524	724 104	143 898	143 898	0,0%	0	0,0%	0	
ex CAPL 56036	CAUDAN	7 113	1 555 692	305 819	1 900 092	35 565	37 343	5,0%	75 924	5,0%	77 791	
ex CAPL 56090	INZINZAC-LOCHRIST	6 751	-29 611	116 000	61 327	38 564	41 940	8,8%	16 878	8,0%	20 253	
ex CAPL 56193	RIANTEC	6 167	-235 693	1 919	-293 707	59 933	59 933	0,0%	0	0,0%	0	
ex CAPL 56118	LOCMIQUELIC	4 314	-91 914	0	-141 972	50 058	50 058	0,0%	0	0,0%	0	
ex CAPL 56179	PONT SCORFF	3 862	-56 367	18 026	-35 194	19 310	20 276	5,0%	23 422	5,0%	24 435	
ex CAPL 56069	GROIX	3 775	-220 818	668	-133 689	18 875	19 819	5,0%	106 281	5,0%	107 272	
ex CAPL 56040	CLEGUER	3 412	-73 769	17 589	-35 213	17 060	17 913	5,0%	38 881	5,0%	39 777	
ex CAPL 56181	PORT LOUIS	3 213	-41 303	728	-116 145	75 570	75 570	0,0%	0	0,0%	0	
ex CAPL 56063	GESTEL	2 773	-8 466	10 797	-20 139	22 471	22 471	0,0%	0	0,0%	0	
ex CAPL 56021	BRANDERION	1 466	77 975	32 081	96 769	13 287	13 287	0,0%	0	0,0%	0	
ex CAPL 56062	GAVRES	1 124	-109 374	87	-67 382	5 620	5 901	5,0%	47 806	5,0%	48 101	
ex CCP 56166	PLOUAY	5 905	526 312	153 951	526 312	165 761	168 714	1,8%	14 763	1,8%	171 666	
ex CCP 56026	BUBRY	2 623	85 823	91 885	85 823	97 131	98 442	1,4%	6 558	1,3%	99 754	
ex CCP 56089	INGUINIEL	2 297	34 616	84 003	34 616	86 299	88 638	2,7%	4 635	2,5%	90 894	
ex CCP 56188	QUISTINIC	1 584	44 248	70 075	44 248	73 243	74 035	1,1%	3 960	1,1%	74 827	
ex CCP 56029	CALAN	1 243	146 210	50 653	146 210	50 653	50 653	0,0%	0	0,0%	0	
ex CCP 56104	LANVAUDAN	832	11 885	49 433	11 885	49 433	49 433	0,0%	0	0,0%	0	
Total		218 147	9 587 002	2 719 359	10 742 638	2 142 274	2 216 484	3,5%	652 762	3,4%	2 290 964	

Envoyé en préfecture le 17/12/2021
Reçu en préfecture le 17/12/2021
Affiché le 18 DEC. 2021
ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



REF 058-200042174-20211012-DEL_2021250EIS-DE

ID: 058-215601626-20211214-DB20211208-DE

Pas de pertes

Gains sur AC+DSC plafonnés (+0,5 €/hbt par an)

DSC plancher (+5,0% par an)

[illegible]



Commentaires relatifs aux dispositifs de garantie et d'écrêtement

Ce scénario de DSC conduit à ce que toutes les communes sont concernées par l'un des dispositifs d'encadrement (« montant plancher », « gain plafonné » ou « absence de pertes ») de sorte qu'aucune commune ne perçoit un montant de DSC égal à sa DSC spontanée, c'est-à-dire à la DSC calculée uniquement en fonction de ses critères propres (potentiel fiscal, revenu, logement social et voirie).

Néanmoins, dès lors que l'enveloppe de DSC augmente chaque année, les critères interviennent bel et bien dans la répartition. Hormis les communes concernées par la DSC « plancher » (cf. infra), les communes dont la DSC n'évolue pas d'une année sur l'autre sont pour l'essentiel soit des communes qui ne sont pas favorisées par les critères de répartition de la DSC (Larmor, Plomeur), soit les « petites » communes de l'ex CC de Plouay pour lesquelles le dispositif de « non pertes » permet de garantir des niveaux antérieurs de DSC très élevés (car la DSC était anormalement répartie sans pondération des critères par la population), soit des communes susceptibles de sortir du dispositif de garantie pour bénéficier de la croissance de la DSC (Brandérion, Gestel).

Montants en €	année n1	année n2	année n3
DSC "pot. fiscal /hbt"	200 000	210 000	220 000
DSC "revenu /hbt"	600 000	630 000	660 000
DSC "logement social"	600 000	630 000	660 000
DSC "voirie"	600 000	630 000	660 000
DSC spontanée	2 000 000	2 100 000	2 200 000
DSC "comp. DGF ex CCP"	331 558	331 558	331 558
DSC avant garantie/écrêt.	2 331 558	2 431 558	2 531 558
Garantie	297 033	276 201	255 369
Ecrêtement	-486 317	-491 275	-495 963
DSC nette	2 142 274	2 216 484	2 290 964
% DSC "pot. fisc. "+"revenu"	37,3%	37,9%	38,4%
Coût net pour l'EPCI	578 552	652 762	727 242
AC+DSC initiale	12 306 360		
AC corrigée	10 742 638		

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le 18 DEC. 2021

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Commentaires relatifs à la DSC plancher

6 communes sur 25 sont concernées par le dispositif de DSC plancher (fixé par hypothèse à 5€/hbt la 1^{ère} année) : Gâvres, Groix, Caudan, Cléguer, Pont-Scorff et Quéven. Il s'agit des communes aujourd'hui prélevées au titre de l'AC « OM » (à l'exception de Quéven : +15 K€ d'AC « OM », soit seulement 1,7 €/hbt). En l'absence d'un tel dispositif, 4 de ces communes auraient une DSC nulle (totalement écrêtée): Gâvres, Groix, Caudan et Cléguer.

Par conséquent, pour envisager une évolution de la DSC de ces 6 communes, il convient de postuler le principe d'une évolution annuelle de la DSC plancher. Afin de simplifier le modèle de calcul, il est ici proposé d'appliquer une variation uniforme de la DSC plancher, mais il pourrait être envisagé de moduler l'évolution de la DSC plancher par habitant (par rapport à la première année) en fonction des niveaux relatifs de DSC spontanée par habitant, ce qui permettrait de prendre en compte les critères, mais présenterait l'inconvénient de complexifier le mode de calcul.

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le **18 DEC. 2021**

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE



Estimation des conséquences sur la DGF des communes de la correction des AC

Simulation réalisée sur la base des critères de calcul 2020 (en €)

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 056-200042174-20211012-DEL_2021-250185-DE

Envoyé en préfecture le 17/12/2021
Reçu en préfecture le 17/12/2021
Affiché le **18 DEC. 2021**
ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE

Montants en euros										
Comm.	Comm.	DSU	DSR bourg-centre	DSR préfiguration	DSR d'ille	DSU 1ère part	DSU maj.	Ecrt. Dot. habitation	Total Dot.	
56021	BRANDERION	0	0	-83	0	0	0	-126	-209	
56026	BUBRY	0	707	114	0	0	0	144	966	
56029	CALAN	0	0	78	0	565	0	77	720	
56036	CAUDAN	0	0	-1455	0	0	0	-2844	-4299	
56040	CLEGUER	0	0	-249	-333	-1605	0	0	-2187	
56062	GAVRES	0	0	-272	0	-2002	0	-420	-2693	
56063	GESTEL	0	0	181	0	505	0	265	951	
56069	GROIX	0	-3722	-425	0	-3572	0	-226	-7944	
56078	GUIDEL	0	0	0	0	668	0	0	668	
56083	HENNEBONT	46	0	0	0	2968	0	0	2968	
56089	INGUINIEL	0	613	103	138	954	0	0	1808	
56090	INZINZAC-LOCHRIST	0	0	-416	-984	-3697	0	0	-5097	
56098	LANESTER	-249	0	0	0	-20537	0	-2960	-23497	
56101	LANGUIDIC	0	0	1164	1566	4212	0	1221	8163	
56104	LANVAUDAN	0	0	46	0	256	0	53	355	
56107	LARMOR-PLAGE	0	0	670	0	0	0	1117	1788	
56118	LOCMIQUELIC	0	0	460	0	5251	0	703	6414	
56121	LORIENT	-106	0	0	0	-7700	0	-1073	-8773	
56162	PLOEMEUR	0	0	0	0	14359	0	2066	16425	
56166	PLOUAY	0	1593	303	0	0	0	298	2194	
56179	PONT-SCORFF	0	-40	-4	0	-51	0	-7	-102	
56181	PORT-LOUIS	0	5093	632	0	364	0	933	7021	
56185	QUEVEN	0	0	-154	0	-1761	0	-254	-2169	
56188	QUISTINIC	0	0	79	0	0	0	92	170	
56193	RIANTEC	0	5027	533	0	6076	0	865	12501	
		-308	9272	1307	387	1253	0	-75	12144	



Estimation des conséquences sur la DGF communautaire de la correction des AC et de la DSC

Une majoration de +1,1 M€ des AC versées et une minoration d'environ -0,7 M€ de la DSC aurait pour effet de réduire le CIF d'environ -0,3 points, ce qui aurait pour conséquence une réduction de la dotation d'intercommunalité estimée à environ -40 K€.

Envoyé en préfecture le 20/10/2021
Reçu en préfecture le 20/10/2021
Affiché le
ID : 056-20004274-20211010-DEL_20212505IS-DE

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021

Affiché le **18 DEC. 2021**

ID : 056-215601626-20211214-DB20211208-DE

